P
O
32
13

DÉFENSE DE L'OCCIDENT

Directeur : MAURICE BARDÈCHE

Dans ce numéro :

Robert BRASILLACH :

Journal d'un homme occupé (IV)

•

L'affaire Juin et la C. E. D.

•

Le plan de rechange du Pentagone

•

Le vrai visage de l'U. R. S. S.

•

Pour l'union des producteurs

•

Alfred FABRE-LUCE :

Lettres sur la C. E. D.

SOMMAIRE COMPLET, PAGE 2.

UNIVERSITY OF MICHIGAN

3

MAI 1954

PRIX : 100 fr.

SOMMAIRE

RECIT

— Robert BRASILLACH : *Journal d'un homme occupé* (IV).

LES IDEES ET ES FAITS

— Maurice BARDECHE : L'affaire Juin et la C.E.D.

— Jean LESIEUR : Pour l'union des producteurs (I).

— D. E. N. : Le plan de rechange du Pentagone.

— M. L. POULLAIN : Pour l'Europe.

NOUVELLES EUROPEENNES, NOUVELLES POLITIQUES

— Qu'est-ce que la M.S.E. ?

— *Echos* : Fausses nouvelles sur le M.S.E. — Vers l'unification des forces nationales en Autriche. — Mackensie King, instrument de Rockefeller. — Une déclaration du Dr Malan. — Solidarité arabe.

— Hyacinthe VAN STEENT : Pour une politique de réconciliation en Belgique.

ETUDES ET TRIBUNE LIBRE

— *** : Le vrai visage de l'U.R.S.S.

— Henry VILLENEUVE : Wall-Street règne à Washington.

— Per ENGDAHL : Eléments d'une nouvelle idéologie (*suite*).

DOCUMENTS

— Alfred FABRE-LUCE : Lettre sur la C.E.D.

Mai 1954 N° 13 Prix : 100 fr., Belgique : 14 fr. b.

Récit

Journal d'un homme occupé

par ROBERT *BRASILLACH*.

(IV)

REVOLUTION NATIONALE ET CAPTIVITE ROMANTIQUE

Lorsque, au début de juillet 1940, le *Frontstalag* nous abrita, nous étions donc sans nouvelles depuis l'armistice et les étonnants racontars qu'il faisait naître déjà. Au camp, point de journaux, sauf, au bout de peu de jours, une petite feuille allemande que je n'ai jamais revue par la suite, et qui devait être pendant un mois à peu près notre unique source d'information. On prétendait bien qu'il y avait des postes de radio clandestins (on ne nous avait enlevé que nos armes, nos appareils photographiques, et laissé notre argent et tous nos objets personnels) mais la vérité m'oblige à dire que je n'ai jamais su si c'était exact. Le petit journal se nommait *Der Allemane*, on le vendait sur la grand'place vers midi et c'est là que nous suivîmes, à l'aide des camarades qui parlaient

(1) Voir les nos 11 et 12 de *Défense de l'Occident*.

l'allemand, l'histoire lointaine de notre pays. Chaque jour, j'allai trouver Raymond Laurent devant l'église et il me racontait ce qu'il avait lu, j'apprenais vite moi-même d'ailleurs à savoir regarder le journal et à me faire traduire ce qui m'intéressait au premier abord. Par les semaines alternées de pluies et de jeunes soleils, au delà des fossés et des remparts, nous regardions monter, à travers les grillages d'une langue qui n'était pas la nôtre, cet étrange pays qui s'appelait la France.

CONNAISSANCE DE LA FRANCE

La France... c'est notre terre étrangère, plus encore que l'Allemagne, et notre grand souci.

Je me souviens du jour où nous avons appris, par *Der Allemane*, en quelques lignes succintes, que la flotte anglaise avait attaqué la flotte française près d'Oran et fait douze cents victimes. On ne tenta auprès de nous aucune propagande à ce sujet, on ne nous en informa point officiellement. Seulement, ces quelques lignes, et l'annonce que le gouvernement français « aurait » en signe de protestation, ordonné le bombardement de Gibraltar. La nouvelle, aux débuts de juillet, pour des esprits et des cœurs blessés par la défaite, paraissait si énorme que la plupart la jugeaient impossible. Je ne suis pas sûr qu'il y ait eu, à ce moment-là, sur cinquante mille prisonniers, plus d'une centaine à y avoir cru.

— Invention de la propagande allemande ! ricanaient presque tous.

J'affirmais pour ma part que je trouvais la chose tout à fait plausible. Mais on ne voulait point croire à l'attitude de l'Angleterre, et ceux qui, il y a quelques mois, étaient les premiers à se moquer d'elle et de ses secours insuffisants, subitement mettaient tout leur espoir dans ses armées. L'homme est rarement logique et il lui coûte de considérer qu'une situation désastreuse est un fait.

Il nous faudrait attendre quelques jours avant d'être tout à fait certains de ce fait extraordinaire qui nous frappa de stupeur, et je ne serais pas étonné si, encore aujourd'hui, il n'y avait pas un certain nombre d'esprits forts pour penser que la bataille de Mers-el-Kébir n'a jamais eu lieu.

Mais nous sommes si privés de nouvelles directes que nous nous faisons des inquiétudes qui n'ont pas d'objet. On nous aurait dit, à ce moment-là, que le kilo de pommes de terre valait 300 francs et que le pain valait 100 francs, nous l'au-

rions cru. Et non seulement nous l'aurions cru, mais nous le craignions. Le seul numéro d'un journal en français que nous avons eu entre les mains est un journal de Besançon, imprimé sur un quart de feuille. Nous l'avons dévoré, heureux d'apprendre que le bachot aurait lieu en août, que le tribunal avait infligé des condamnations pour infraction aux règlements sur les bicyclettes, que les chemins de fer fonctionnaient puisqu'il y avait eu un accident dans la région, heureux de lire le prix des légumes, le rationnement du pain. Il y avait donc une vie en France, si malaisée fût-elle.

Pourtant, la plupart d'entre nous ne savaient rien des leurs. Les Méridionaux étaient à peu près tranquilles, sans doute. Mais il n'y avait pas seulement chez nous des Méridionaux. Il y avait des gars du Nord sans nouvelles depuis le 10 mai et qui, parfois, n'en auront pas avant novembre. Il y avait tous ceux qui étaient sûrs que l'exode avait précipité sur les routes de France leur famille vers des havres inconnus, en Bretagne, en Périgord, plus loin encore, et qui ne savaient si elle était arrivée au but. La dernière France dont nous avions eu la pensée directe était cette France des messages officiels, sillonnée de réfugiés, jetée sous le ciel de juin à la dérive. Cette France, c'était la nôtre. Et soudain, quelques nouvelles nous apprenaient qu'il y avait un ordre, un gouvernement, une session à Vichy, des lois. Tout cela nous apparaissait dans une brume, et nous ne savions pas comment relier les deux Frances. Nous ignorions presque tout, alors, des négociations de l'armistice, et même de son texte, du départ du dernier gouvernement républicain. Le journal annonçait, par erreur, que Paul Reynaud était mort dans un accident d'auto et le démentait le lendemain. Toutes ces nouvelles confuses frappaient la nuit comme des éclairs. Ce qui nous paraissait le plus net, c'est qu'on instaurait en France un régime dont les journaux allemands parlaient avec une curieuse sympathie, et que nous imaginions déjà, tant notre esprit était prompt, beaucoup plus assuré qu'il ne l'était.

— Pas tous, plaisantait l'un de nous. Je connais un de nos camarades qui, lorsqu'il apprit que le mot « République » avait disparu des textes officiels, s'est couché pour la journée.

Et c'était vrai. Mais nous nous passionnions, nous discutions, nous nous arrachions *Der Allemane*, même ceux qui, comme moi, ne savaient pas l'allemand, nous commencions à entrevoir d'étranges possibilités de redressement. Je me livrais à des matches de plaisanteries et d'injures avec ceux de mes camarades qui croyaient aux avions anglais et à l'immédiat secours américain. C'étaient les temps de la confusion, sans

doute, mais je m'aperçois que nous n'étions pas si mal informés et que nous n'avons guère fait de progrès depuis.

J'écrivais tous les jours, au hasard, tantôt à Sens, tantôt dans le Midi, où plusieurs de mes lettres devaient d'ailleurs parvenir. En rassemblant tout mon mauvais espagnol, j'écrivis même à l'ambassadeur d'Espagne à Berlin, que je ne connaissais pas, pour le prier de transmettre une lettre à M. de Lequerica, ambassadeur en France, qui donnerait mon adresse aux miens et à mes amis. La réponse de l'ambassadeur à Berlin est la première lettre que j'ai reçue en captivité, quelques jours après, prompte, courtoise et charmante. Mais, vers la fin du mois, un beau soir chaud et lourd, on me remit trois lettres ensemble sur lesquelles je reconnus tout de suite des écritures qui m'étaient chères, et que pourtant, je demeurai un moment sans oser ouvrir. Puis, je me décidai. Plus heureux que beaucoup d'autres, j'ai pu quitter le *Frontstalag* complètement rassuré sur les miens et, qui plus est, leurs lettres étaient longues, complètes, et non point vides comme les lettres de beaucoup qui n'osaient point parler de ce qui se passait. Ma famille était réunie tout entière dans le village de mon enfance, au bord de la mer : mon petit neveu, qui avait trois mois, jouait dans le sable doré où j'avais joué moi-même, et tous les paysages de là-bas avaient l'air pacifiques et riants. Chacun allait d'ailleurs regagner bientôt les pays occupés — puisqu'il y avait une France occupée et une France non occupée — dès qu'on aurait distribué l'essence nécessaire, ce qui n'allait pas tarder. L'exode s'était fait dans un calme relatif, avant les grandes bagarres sur les routes, et on me le racontait d'une façon plutôt pittoresque. On venait de recevoir une carte de moi, par la Croix-Rouge, ou par une autre voie, donnant mon adresse et disant simplement que j'étais bien portant. Et je scrutais ces lignes de ma mère, de ma sœur, de Maurice, comme si elles allaient me révéler tout l'avenir.

Elles me révélaient beaucoup de choses. Plus tard, j'ai retrouvé les lettres échangées entre les miens et nos amis dans la première quinzaine de juillet : quel passionnant roman ! Toute la France s'était perdue et se cherchait. On interrogeait le ciel et la terre pour avoir des nouvelles. Peu à peu, elles affluaient : le paysage amical et familial se reconstituait. J'ai ainsi retrouvé un télégramme de Xavier Vallat donnant l'adresse de Charles Lesca et d'Alain Laubreaux internés au camp de Gurs, dans les Pyrénées, et les lettres que Maurice leur avait écrites après leur départ, lettres ren-

voyées du camp au « consulat d'Espagne » à Pau, qui les avait retournées à l'expéditeur. Car mes amis étaient sortis de prison, sur ordre du maréchal Pétain, avec un non-lieu éclatant, après vingt-cinq jours de détention, d'un camp de Rouges Espagnols. Je l'apprenais avec soulagement ; encore ne saurais-je qu'un mois plus tard, par une coupure de *Grinogoire*, qu'un de leurs coinculpés avait été assassiné par un garde mobile, dans une colonne, et que c'était ce Thierry de Ludre que je ne connaissais pas, mais qu'on avait peut-être arrêté en attendant de m'arrêter moi-même.

Où étaient mes autres amis ? Henri Bardèche, rescapé des Flandres, attendait sa démobilisation. Pierre Cousteau était prisonnier. José Lupin, malade, évacué depuis trois mois d'hôpital en hôpital, perdu par sa famille l'avait enfin retrouvée en Limousin. Plusieurs autres, prisonniers, selon toute vraisemblance. Henri Poulain dans l'Ariège. *L'Action Française* à Limoges. Georges Blond interné en Angleterre avec les bateaux qui avaient quitté Brest en juin. Je pensais surtout à lui avec désolation : je ne voyais pas pour lui de libération possible, dans cette étrange situation qui était la sienne. Mais enfin, autant que nous pouvions savoir, point de morts. Je pensais à *Je suis Partout* avec tant d'allégresse que j'imaginai dès ce moment-là que le jour où notre journal pourrait reparaître, nous ferions un numéro spécial où nous raconterions nos captivités, les uns aux mains des Allemands, l'autre dans celles des Anglais, les autres dans les prisons de la République. Nous en avons fait, dix-huit mois plus tard, non point un numéro, mais une réunion publique.

Enfin, la lettre de Maurice me racontait les débuts de la Révolution nationale. Elle me décrivait les journaux d'alors, remplis de petites annonces de beaux-pères cherchant leurs gendres, de Juifs cherchant leurs associés, de familles dispersées qui voulaient se réunir. Elle me résumait de façon succinte le changement de régime qu'elle comparaît au régime espagnol, l'Assemblée nationale réunie à Vichy le 10 juillet, la Chambre de Front populaire votant le fascisme et les pleins pouvoirs au maréchal Pétain, Pierre Laval prenant en main le gouvernement, le dernier président de la République, Albert Lebrun, donnant sa démission. Confirmant aux yeux des plus incrédules les nouvelles données par *Der Allemane*, Maurice me disait que les Anglais avaient attaqué notre flotte à Mers-el-Kébir. Il était parfaitement exact que nous avions, en représailles, bombardé Gibraltar. Je me rappelai avec amusement qu'Henri Prado-Gaillard et moi, tout au début de juillet, et avant même de connaître l'affaire d'Oran, nous avions

imaginé, afin d'ajouter un « bobard » de notre cru à tous ceux qui couraient le camp, d'annoncer en grand secret que Français et Espagnols allaient attaquer le Roc. Personne, je dois le dire, ne nous avait cru .Ma foi, c'était pourtant presque vrai.

On me disait aussi qu'il n'y avait pas de beurre, que les trains mettaient deux jours pour aller de Perpignan à Vichy, que les pêches, faute d'exportation, valaient un franc le kilo, qu'elles étaient superbes, que des milliers de réfugiés campaient sur la plage, que Geneviève Tabouis, Buré et Pertinax avaient formé un pseudo-gouvernement avec de Gaulle à Londres, qu'il y aurait un statut des Juifs et que, conformément à la prédiction de Maurras, le juge Betelle qui m'avait interrogé était chargé d'instruire le procès des responsables de la défaite, c'est-à-dire de Mandel.

Je montrai cette lettre précieuse à beaucoup de gens. Mon colonel, qui logeait à dix maisons de moi, me demanda ce qu'on m'annonçait. Je courus chez tous mes camarades, la lire chez le charron et chez le boucher, en faire des extraits pour chacun. C'était le premier rapport complet que nous ayons, de source française, sur ce qui se passait en France. Les républicains, voyant leurs pires craintes confirmées, en eurent la jaunisse, d'autant plus que *Der Allemane* annonçait que le comte de Paris aurait sûrement une action politique et déclarait qu'il n'était pas un ennemi de l'Allemagne. Quant à nous, fascistes pleins d'illusions, nous fîmes comme tous les Français, avec en plus l'excuse de la captivité, nous crûmes à la Révolution nationale pour au moins deux mois.

La seule nouvelle supplémentaire — et fausse — qui nous arriva à ce moment fut celle d'après laquelle on avait réuni au camp de la Courtine cinq mille officiers accusés d'avoir abandonné leurs troupes. Le nombre infime des officiers prisonniers par rapport aux soldats, nombre certainement inférieur des trois-quarts à ce qu'il aurait dû être, prouve que, malheureusement pour l'honneur de l'armée, on n'aurait pas mal fait d'agir ainsi. Parmi les officiers et les hommes à ce moment-là, je puis assurer en tout cas que peu de nouvelles furent plus populaires que celle de cette instruction qui n'a jamais eu lieu.

Les messages d'alors ont eu quelque chose d'unique. Les premiers envois avaient été des colis de victuailles. Sans compter qu'ils furent bien accueillis, ils prouvaient déjà qu'on avait reçu une adresse, et l'on reconnaissait sur l'étiquette une écriture chère. Puis vinrent les lettres. On se transportait en corps chez ceux qui en avaient reçu, pour tâcher d'avoir

quelque vue d'ensemble. La plupart, bien entendu, ne donnaient que des nouvelles personnelles, renouaient dix fils interrompus. Mais d'un détour de phrase, on construisait un monde. Si l'on était allé, à telle date, de Béziers à Montpellier, c'est donc que les trains marchaient. Si l'on avait entendu telle nouvelle à la radio de Vichy, c'est donc qu'il y avait une radio française, chose que nous croyions interdite. Ainsi commençait cette longue et patiente exégèse du courrier qui fera l'essentiel de l'occupation du prisonnier et qui, d'un mot ou d'une virgule, parfois sans intention, fait sortir tout un univers.

Grâce à ces lettres, notre connaissance lointaine de la France prenait un peu plus de poids, un peu plus de sens. Qui nous aurait dit qu'un jour la France serait pour nous un objet d'études, comme un pays étranger, connu seulement par les ouvrages de ses écrivains, par des récits des voyageurs, par les lettres, par les journaux ? C'était notre cas désormais, et je ne suis pas sûr que, pour connaître la France vraiment, il ne faille pas s'être trouvé dans cette situation d'exilé studieux, de reconstructeur patient qui, à force d'hypothèses et de récits de seconde main, finit par se faire une idée assez juste, assez plausible, de cette contrée qu'il a visitée jadis, mais où tout a changé, les formes du gouvernement et de la vie, les mœurs et parfois jusqu'aux habitudes du langage.

BOURGEOIS ET PROLETAIRES

En attendant, je regardais faire ceux qui m'entouraient avec, parfois, quelque surprise. Dans le désastre, beaucoup n'abandonnaient rien de leurs prérogatives, de leurs préjugés. J'ai vu quelques officiers d'active se montrer durs envers les hommes, et même ils y mettaient une sorte de hargne comme s'ils les rendaient responsables de la défaite. Il est vrai que sur notre balcon nocturne nous entendions aussi, sans être vus, des mauvaises têtes parler dans le jardin, expliquer que les officiers français étaient responsables de l'insuffisance alimentaire, et tout faire pour dresser contre eux une majorité de braves garçons qui n'y voyaient pas bien loin. Peut-être était-ce une « cellule » bien dressée par Moscou. Seulement, comme toujours, les fautes bourgeoises me choquent plus que les fautes prolétariennes, car les bourgeois ont reçu l'éducation et prétendent à être des chefs.

Je trouve nos hommes dans l'ensemble beaucoup plus doux, beaucoup plus corrects, qu'on aurait pu le craindre. Cela est

arrivé, dans les défaites, de voir les soldats se rebeller contre leurs officiers. Ici, rien de pareil, et je ne songe pas à me choquer s'ils ne nous saluent pas à chaque pas dans la rue. Ils sont familiers, d'une familiarité qui me plaît, qui est digne, parfois, obscurément, je me dis qu'ils pourraient nous en vouloir. De quoi ? Je ne sais pas, mais ils pourraient. Ils ne nous en veulent pas, ils savent que notre sort n'est pas meilleur que le leur, et le bruit a même couru avec insistance qu'ils pourraient être libérés avant nous. Cela, en effet, n'est pas invraisemblable. Alors, ils nous regardent comme des compagnons de malchance, qui seront peut-être, malgré l'apparence, plus malchanceux qu'eux-mêmes. Ils ne se souviennent plus de la scandaleuse disproportion de confort et de vie qu'il y a eu, durant la fausse guerre de huit mois, entre l'officier et le soldat. Peut-être la trouvent-ils naturelle. Ils ont confiance, au contraire, ils viennent à nous, ils nous demandent d'écrire des lettres, de faire des demandes, parfois touchantes d'absurdité, à la Kommandantur, et, comme dans tous les cas de gêne ou de danger, ils offrent leur gentillesse et leur candeur. Rien au monde ne peut me toucher plus, moi aussi, que ce don, fruit précieux des guerres. Quelques-uns de ceux à qui il est fait en sont dignes — si jamais un homme en est digne. Certains ne le soupçonnent pas, même parmi les officiers d'active (faut-il écrire : surtout ?) et j'entrerais dans des rages folles quand je vois certains imbéciles galonnés brandir encore de vieilles idées sur le boutonnage de vareuses à droite et à gauche et autres fariboles. Il faut songer que j'ai vu des garçons presque nus, faits prisonniers avec une culotte et une chemise, sans vareuse, et que plus tard, j'ai vu des aviateurs en shorts, à qui des officiers supérieurs possesseurs de cinq cantines pleines n'auraient pas offert un pantalon ni un chandail ! J'ai beaucoup regretté, par la suite, qu'il y ait eu si peu de soldats dans les camps, et qu'on ait séparé d'eux les officiers. Je crois que les uns et les autres auraient gagné à rester ensemble. Cela s'est fait, d'ailleurs, en certains cas, un peu plus tard, avec les « officiers de confiance » des camps de soldats.

ALLEMANDS ET FRANÇAIS

Des Allemands, dans ces premiers jours, je n'ai rien à dire. On n'en voyait pour ainsi dire jamais. Simplement, deux ou trois fois par jour, une petite troupe traversait la ville de part en part. En rang, au pas cadencé, ils chantaient. Pour beau-

coup de Français, c'était un étonnement de découvrir les beaux chants graves de l'armée allemande, leur lenteur, la perfection de ces chœurs d'hommes. Toute la rue se mettait aux fenêtres, avec la belle badauderie française, sans hostilité, simplement par une curiosité jamais lassée. Et puis, nous ne les voyions plus. Il y avait une Kommandantur installée dans une ancienne caserne, et les « autorités » françaises du camp avaient certainement des rapports avec elle. Mais cela ne descendait jamais jusqu'à nos humbles échelons. Nous étions seuls, étonnamment libres dans notre enceinte fortifiée, nous pouvions aller nous promener sur un coin des remparts, goûter le juillet mêlé de pluie et de soleil, et, parfois, d'une journée entière, nous aurions pu ignorer notre état, n'était le drapeau à croix gammée qui flottait sur un ou deux édifices. Je ne crois pas, d'ailleurs, qu'il ait existé, à ce moment-là, beaucoup de camps du genre du nôtre, car il n'y a évidemment pas eu beaucoup d'endroits où l'on a pu trouver une ville déserte propre à recevoir cinquante mille hommes, dont plusieurs milliers d'officiers.

Aussi, nous n'avons personne d'autre à découvrir que nous-mêmes. Il ne doit pas en être de même, bien sûr, des quelques soldats qui vont déjà travailler à l'extérieur, voire dans l'Allemagne de l'intérieur. Il en est revenu déjà un contingent au bout de quinze jours, ils étaient contents, ils avaient été bien traités, bien nourris. Nous les avons écoutés avec attention. Nous regardons toujours l'Allemagne — au moins la plupart d'entre nous — comme un étrange pays mystérieux, plus lointain que la Chine, plus inconnu — et que, bon gré mal gré, il faudra bien apprendre, justement, à connaître.

Un jour, les prisonniers ont reçu l'autorisation de sortir de la ville par groupes. Je n'ai pas profité de la permission pour laquelle on a établi un roulement, et qui excite fort la plupart de mes camarades. Plus tard, quand je connaîtrai les barbelés, je ne dis pas le contraire, on peut éprouver le besoin de sortir. Dans le premier de mes camps, je ne me sentirai pas moins prisonnier à l'extérieur qu'à l'intérieur de la ville. Roger Gaillochet est sorti une fois, il m'a rapporté des pommes que je ferai cuire pour notre repas du soir. Au retour, il a vu une Américaine de la Croix-Rouge, une dame à cheveux gris, entourée de centaines d'hommes, sur la place.

— Qu'a-t-elle dit ?

— Rien du tout, bien sûr. Elle est chargée de venir inspecter l'état sanitaire, qui est excellent. On l'a pressée de questions, comme si elle savait la date de la libération. Elle ne sait rien, naturellement. Elle dit que cela ne va pas mal en France,

que les gens rentrent à Paris, que le coût de la vie n'a pas trop augmenté. Mais tout le monde parle d'elle. Et déjà il y a dix récits contradictoires de sa visite, tous plus beaux les uns que les autres.

Je rendais visite aux uns et aux autres. Il circulait dans la ville un remarquable article de la *Deutsche Allgemeine Zeitung* du 30 juin qui résumait la campagne de France et nous apprenait beaucoup de choses que nous ignorions. Il circulait aussi la copie des clauses de l'armistice, enfin intégrale, où nous lisions beaucoup sur la phrase où il était dit que les prisonniers resteraient en captivité jusqu'à la signature de la paix. Ainsi coulait la vie. Il y avait dans la maison de Madame Juge une salle de bains avec de l'eau courante froide, de quoi se distraire à faire la cuisine, des livres, j'écrivais sur le beau papier bleu à en-tête du Tribunal cantonal une pièce sur *Bérénice* que j'avais envie d'écrire depuis la classe de seconde, fondée sur les deux faits historiques que Bérénice était Juive et qu'elle avait quatorze ans de plus que Titus. La fameuse rupture a été en somme la conclusion logique d'une liaison trop longue entre un Chéri et une Léa, en même temps qu'un drame de la race. J'avais déjà écrit, pendant mon service militaire, une pièce sur Domrémy pendant que Jeanne n'y était pas. En somme, mon épisodique carrière dramatique ne se poursuivait que tous les sept ans et sous l'uniforme.

Le soir, en face de nous, indifférentes au *black out*, les fenêtres de la Kommandantur brillaient dans la nuit au delà du jardin. Des odeurs d'arbres venaient à nous, et nous bavardions, couchés sur le balcon de bois, sous les étoiles captives.

PROVINCES ET RACES

Au théâtre, comme sous les arbres de la place, je puis noter encore que les provinces avaient tout de suite servi de lien entre les prsonniers. Liées par quelques vers faciles, Roland Dorsay avait rassemblé les chansons que tout le monde connaît pour évoquer les terres natales. Elles ne sont pas toutes de même prix, bien sûr, et le folklore naturel s'y mêle aux rengaines modernes. Mais tout cela a son charme, qui fait surgir dans la vieille salle de patronage la Bretagne, la Normandie et la Provence, sur le rythme des mélodies aisées. Comme il y a ici pas mal de chasseurs pyrénéens, les provinces du Sud sont assez bien servies. Les Catalans sont d'ailleurs les seuls, ce qui m'étonne, à chanter dans leur langue, soit les classiques de leur folklore, soit des chansons plus neuves.

mais allègres, mais colorées et ravissantes, que toute la ville, pendant quelques jours, s'essaiera à siffloter dans les rues. Depuis, dans plusieurs camps, je sais qu'il en a été de même, et pour ainsi dire dans tous. C'était une idée toute naturelle : elle était gracieuse, et dans les premiers jours, le retour aux souvenirs de la terre et de l'enfance, par ces chansons pas toujours justes, par ces chœurs un peu maladroits, a été à tous, sur les routes de l'exil, plus sérieux qu'on ne saurait croire.

Un beau jour, nous avons fini pourtant par quitter cette ville qui ne nous avait pas été trop dure. On parlait de l'évacuer dès le milieu de juillet. Certains, toujours bien informés, prétendaient qu'on voulait en faire un camp de concentration pour Juifs. D'autres qu'il fallait la rendre aux civils. Une recrudescence de paperasse s'empara du « commandement » français que dirigeait un général d'aviation. Il s'agissait de savoir qui partirait les premiers. On décida que ce seraient les célibataires, les mariés sans enfants. Comme si rester un jour ou deux de plus était un avantage. En tout cas, les « autorités » en étaient persuadées, et manœuvrèrent pour rester jusqu'au bout dans la ville.

On demanda aussi de désigner les Juifs. Il y en avait quelques-uns dans le camp, que l'on voyait errer tristement, le nez penché. Allait-on les mettre dans un camp spécial ? Le bruit en courait. Les « états » portèrent la trace de fort peu de Juifs car tous étaient miraculeusement devenus chrétiens. Il y en eut même qui allèrent trouver les aumôniers catholiques et protestants, pour se faire baptiser *in extremis* : les aumoniers leurs répondirent gravement qu'ils devaient d'abord se faire instruire des vérités de la religion chrétienne. Certains chefs de corps, plus énergiques que d'autres, firent venir quelques Lévy, Cohen et Grumbach, qui ne s'étaient point fait connaître comme israélites et leur tinrent le langage suivant :

— Que vous soyez Juifs ou non, ça ne me regarde pas. Mais les Allemands peuvent croire que je veux dissimuler votre qualité, ce qui pourrait nuire aux camarades. Donc, je veux être couvert. Vous allez me signer un papier attestant sur l'honneur que vous n'êtes pas Juifs de race, vous m'entendez bien, de race. Ce sera affaire entre votre conscience et vous. Je m'en lave les mains, comme disait Ponce-Pilate.

Deux ou trois signèrent ce que l'on voulut. D'autres, profitant de la perte de leurs papiers d'identité (parfois ils venaient de les brûler) transformèrent leur nom. On fit gorge

chaude de trois jours d'un Dreyfus nommé soudain Trépied. D'ailleurs on devait s'apercevoir par la suite que toutes ces craintes étaient vaines, et que les Juifs étaient mêlés aux Français dans les camps, et traités exactement comme eux.

DEPARTS

Mais les bruits ne manquaient pas. Puisqu'on partait, dans quelle direction était-ce ? L'espoir était si vivace qu'on ne pouvait manquer de croire au départ pour la France. On précisait même le lieu : le Valdahon. D'aucuns disaient Mourmelon. En tout cas, un camp de démobilisation. On ne savait plus qui avait lu dans on ne sait plus quel journal que les bistros seraient fermés en France du 1er au 15 août : preuve évidente qu'on voulait éviter les excès dus à la joie du retour. Et puis, lorsque le premier contingent quitta la ville, un matin, les hommes avaient capturé une hirondelle au nid. L'hirondelle revient toujours chez elle. Ils la relâcherait avec un ruban rouge s'ils prenaient le train pour l'intérieur, un ruban bleu s'ils le prenaient pour l'Allemagne. Le lendemain, le bruit courait que l'hirondelle était revenue avec un ruban rouge. L'excitation était vive.

Pour moi, je ne savais rien. Les aumôniers venaient de partir, rendus à leur pays à la fin de juillet : je chargeai le mien de nouvelles pour Paris, dont il s'acquitta avec une amicale ponctualité. Chaque jour, on venait libérer des postiers, des agents de chemins de fer, même des avocats de la S.N.C.F. Une agréable fièvre naissait de ces départs, et de plus agréables illusions encore. Trop fataliste pour chercher à deviner les événements, je préférais laisser venir à nous, pieusement, ces illusions agréables, dont je me déclarais publiquement partisan sans discussion. C'était plus simple. On rendait les appareils photographiques confisqués à l'entrée à la caserne ; était-ce donc pour nous les reprendre en Allemagne ? Il y avait de mauvais plaisants qui prétendaient que nous allions descendre le Rhin en péniche : mais ce détail cocasse prouvait bien la mauvaise qualité de leur invention. Deux jours plus tard, nous découvrîmes qu'ils étaient les seuls bien informés, puisque nous descendions le Rhin jusqu'à la frontière hollandaise dans les petits vapeurs à roues des compagnies de tourisme.

(à suivre)

Les idées et les faits

L'Affaire Juin et la C. E. D.

L'affaire Juin a été l'événement le plus remarqué en politique intérieure pendant ces dernières semaines.

Préparée depuis longtemps, elle a été, à vrai dire, mal engagée et mal conduite, et il ne semble pas maintenant qu'elle doive changer le vote final sur la C.E.D.

Si le Maréchal Juin était opposé au vote de la C.E.D., un mémorandum rendu public ou un exposé devant la Commission des Affaires Etrangères étaient un moyen d'intervenir plus efficace et moins vulnérable que le discours d'Auxerre. D'autre part, les manifestations de l'Etoile ont finalement desservi le Maréchal Juin, en le faisant apparaître comme l'otage d'éléments extrémistes opposés à toute construction européenne.

Que le Maréchal Juin médite de jouer un rôle politique, ce qui ne semble pas être son ambition, ou qu'il veuille faire porter le poids de son autorité dans la discussion engagée sur la C.E.D., dans les deux cas, les mesures étaient mal prises et donnaient une impression d'improvisation et de légèreté.

La publication par *l'Express* de la lettre adressée par le Maréchal Juin au président du Conseil, le 27 janvier 1954, apporte plus de sérieux et de clarté dans le débat. Elle n'en est pas plus satisfaisante pour cela, car si la solution de rechange proposée par le Maréchal comporte des aspects posi-

tifs certains, elle soulève de graves difficultés politiques que son auteur ne semble pas apercevoir clairement.

Lorsqu'il reproche au traité d'être long, trop minutieux, trop complet, et, à cause de cela, de constituer un instrument rigide et souvent inapplicable, on ne peut que donner raison au Maréchal Juin. Quand il lui préfère un texte beaucoup plus court, beaucoup plus général dont l'usage ferait sortir peu à peu des solutions pratiques, on a bien des raisons de le trouver plus réaliste en ceci que les rédacteurs du traité. Enfin, quand il réclame des étapes progressives d'application, on ne peut nier que c'est là une idée de bon sens.

En définitive, le Maréchal Juin pense que le traité proposé est trop long et inapplicable et il reproche aux partisans de la C.E.D., et en particulier au gouvernement, d'attendre que *la pratique* fasse surgir du traité lui-même une série de dispositionss différentes du traité et parfois en contradiction avec lui. Il préfèrerait qu'un traité court et limité à des principes laisse s'établir librement une *pratique* de la coordination. Cette objection est très rationnelle. Mais, est-ce que les deux solutions ne reviennent pas finalement au même ? Puisqu'en définitive, c'est la *pratique* du traité qui est plus importante que le traité lui-même, n'est-il pas indifférent d'adopter un traité dont le destin sera d'être en perpétuelle adaptation, ou d'imaginer un traité vague qui ne sera rien sans la forme que lui donnera cette même adaptation? De toute façon, la C.E.D. est la carte blanche de la collaboration, quel que soit le trité, et tout le monde sait ou devrait savoir aussi qu'il ne sera durable que dans la confiance et la loyauté.

C'est ici que d'autres aspects de la solution du Maréchal Juin nous paraissent bien fragiles. Le Maréchal Juin voit dans l'armée européenne ce qu'il appelle, d'un mot vif et net, un sous-locataire de l'O.T.A.N. Nous ne nous attarderons pas sur l'objection, bien connue de nos lecteurs, que nous faisons à cette conception. L'O.T.A.N. est un système stratégique atlantique sous commandement américain. Dire de l'armée européenne qu'elle est un sous-locataire de l'O.T.A.N., c'est dire qu'elle est un simple exécutant des décisions du commandement américain. C'est dire aussi que si l'O.T.A.N. se trouve en état d'opération, par suite d'une décision que le gouvernement américain peut se trouver être amené à prendre en quelques heures, l'armée européenne se trouvera elle aussi engagée dans des opérations militaires par suite de sa su-

bordination, sans que le jeu normal des conversations diplomatiques ait pu avoir lieu et surtout sans que les nations européennes aient été consultées.

C'est cette situation qui nous paraît très grave : mais, naturellement, nous laisserons cette discussion de côté, car nous ne nous attendions pas à voir le Maréchal Juin en tenir compte.

Ce qui nous paraît précaire dans le dispositif recommandé par le maréchal Juin, c'est l'inégalité de situation que ce dispositif réserve à l'Allemagne. A l'intérieur de l'armée européenne, l'Allemagne et la France ont des droits égaux, et même le maréchal Juin admet qu'il faudra, sans doute, voir se reconstituer un état-major allemand. Bien. Mais, cette armée européenne, dans le plan du maréchal Juin, n'est qu'un dispositif d'exécution. Les décisions importantes, toutes les décisions importantes, y compris le dispositif des troupes allemandes elles-mêmes, seront prises par le conseil de l'O.T.A.N., où la France est représentée, mais d'où l'Allemagne est soigneusement tenue à l'écart. De sorte que, non seulement l'Allemagne ne peut disposer à son gré de ses propres forces, mais qu'elle ne peut même pas prendre part aux délibérations qui en fixent l'emploi, sinon par la personne interposée du général français qui sera délégué à l'O.T.A.N. Il y a là une discrimination qui condamne net la solution de rechange du maréchal Juin. Et non pas seulement sur le plan de la justice et la politique à longue échéance, qui est le plan sur lequel, personnellement, je place cette discussion : mais aussi, sur le plan de la réalisation politique pratique, simplement en fonction de cette considération que le gouvernement allemand qui a fait ratifier la C.E.D. actuelle ne réussira pas ou peut-être même n'acceptera pas de faire ratifier cette version discriminatoire de la C.E.D.

Car c'est toujours ce qu'oublient les adversaires « parlementaires » de la C.E.D. Ils affirment qu'il y a des solutions de rechange de la C.E.D., et qu'il y a même sur le papier des majorités pour ces solutions de rechange. Peut-être. Mais ils oublient que ces solutions de rechange doivent être agréées *aussi* par le Bundestag, qui, lui, se trouve dans la situation avantageuse d'avoir déjà voté la C.E.D., mais qui n'acceptera vraisemblablement pas n'importe quelle variante de la C.E.D.

* * *

En réalité, le problème de la C.E.D. est mal posé depuis longtemps. Toutes nos fautes, toute la crise actuelle vient du fait que nous avons voulu trouver dans le traité de la C.E.D. quelque chose d'analogue au diktat de Versailles. Nous voulons qu'il consacre par des engagements à long terme une position provisoire et précaire de vainqueur. C'est ce qui est tout à fait impossible et contraire à la nature des choses.

La Communauté Européenne est un traité d'alliance et de collaboration. Ce n'est pas, ce ne peut pas être un diktat. Son objet n'est pas et ne peut pas être de limiter la puissance allemande : il est de créer une puissance européenne, et, par conséquent, notamment, une puissance franco-allemande. Dans un tel traité d'association, ligoter l'Allemagne c'est ligoter tout le monde : ou alors, c'est condamner le traité à ne pas fonctionner. On ne peut pas à la fois demander à un pays de participer à la défense commune et lui imposer des conditions de sujétion. Il est inévitable que, dans dix ans, dans quinze ans, et même avant, la puissance de chacun dans la communauté soit proportionnelle aux forces qu'il mettra à la disposition de la communauté, et il ne peut pas en être autrement. Aucun morceau de papier ne peut protéger contre cette nécessité inscrite dans les faits. Et il n'y a qu'un seul moyen d'assurer à la France une place éminente dans la communauté, c'est d'en faire un pays uni, travailleur et fort qui rendra des services éminents à la communauté. Cette situation est plus sûre que tous les traités du monde, fussent-ils accompagnés des vingt-quatre sceaux de Salomon.

***

C'est, en réalité, à un renversement des alliances que doit nous conduire la C.E.D. Elle n'a de sens que dans cette perspective. Or, cette évolution ne parait pas claire du tout aux yeux de nos politiciens.

Les déclarations faites pour le cinquantenaire de l'Entente Cordiale sont la preuve que le régime n'a rien compris aux leçons dramatiques du passé. Si l'Entente Cordiale n'avait pas eu lieu, la face du monde serait aujourd'hui changée. Nous aurions évité deux guerres mondiales que nous n'avons faites qu'à l'instigation de l'Angleterre et parce que nous comptions sur l'appui anglais. Nous aurions évité les dramatiques conséquences de ces deux guerres, et, en particulier, la

naissance du bolchevisme en Russie. La pénétration économique allemande sur les marchés mondiaux ne nous eût pas coûté plus que la pénétration économique anglaise qui a été constamment brutale, égoïste et indifférente à nos intérêts. Et, en échange, cette alliance naturelle et nécessaire eût donné à l'Europe une force, une continuité, une richesse, un bien-être dont nous rêvons avec désespoir. Le malheur et la ruine de notre pays portent le nom des hommes qu'on nous a appris à respecter, Poincaré, Delcassé, Clemenceau. Si une bombe les avait volatilisés en 1906, nous serions aujourd'hui une grande nation.

L'Entente Cordiale est, en réalité, la forme de l'emprise de la finance juive sur notre politique. Elle est l'alliance des financiers, des politiciens, l'alliance *pratique*, celle des soi-disants intérêts entre deux peuples qui se détestent au fond, tandis que l'alliance allemande est l'alliance de la terre, l'alliance naturelle que nous propose la géographie, l'alliance inscrite dans notre race au commencement de notre histoire. Dans leur esprit, dans leur structure, dans leur but, ce sont deux alliances contraires, ce sont même deux destins contraires de notre pays. Le choix est aujourd'hui, comme toujours, entre ces deux alliances. Que l'on appelle cela Communauté Européenne de Défense ou d'un autre nom, la question est toujours la même : nous ne pouvons nous sauver qu'en faisant le contraire de ce qui nous a détruit.

Maurice BARDECHE.

Pour l'Union des Producteurs

I

LES PATRONS ET LE PATRONAT

On parle beaucoup depuis quelques mois de la division du patronat français. A s'en tenir aux protestations doctrinales de libéralisme des cadres syndicaux de la C.N.P.F. et de la plupart des patrons, on penserait que cette division n'est que le produit naturel de la concurrence. Si au contraire, on approfondit un peu la nature du monde formel de l'économie moderne, on s'aperçoit que les diverses conceptions qui s'affrontent dans les syndicats patronaux traduisent l'opposition de doctrine et d'intérêts de l'entreprise industrielle indépendante et nationale et des trusts ou consortiums qui sont des affaires financières et internationales.

*
* *

Si nous définissons le patron, celui qu'à l'usine l'ouvrier connaît comme tel, dans le premier type d'entreprise il est le metteur en œuvre de ses propres biens et conserve un contact direct avec son personnel. Au contraire dans le second type d'entreprise à grande concentration capitaliste, seuls les directeurs des usines peuvent être considérés comme patrons. En fait ces patrons gèrent un capital qui ne leur appartient pas. Ils « dépendent » eux-mêmes, avec les usines dont ils sont responsables, des groupes financiers qui en sont les véritables propriétaires et maîtres. Dès lors il est abusif de parler du patronat comme d'une classe homogène. Il y a des patrons véritables qui sont de petits capitalistes, d'autres qui ne sont que des auxiliaires parfaitement dépendants du grand capitalisme et enfin, il y a tout le monde international extrêmement complexe de la haute finance, véritable régente de l'économie des nations.

Le patronat, représenté par la C.N.P.F. est, de ce fait, d'une définition assez difficile. Il répond dans l'esprit de la plupart des gens, à une de ces généralisations, courantes dans les pays où le sens de la communauté nationale et de l'intérêt général a cessé d'être déterminant des comportements individuels. De la même façon, nous parlons couramment de la classe ouvrière, comme si tous les ouvriers travaillaient dans les mêmes conditions et se comportaient dans la vie du pays comme une entité. A simplifier de la sorte en catégories bien tranchées et monolithiques les diverses conditions sociales des Français, nous finissons par cristalliser une situation schématique et abstraite, à l'usage des idéologues que nous rendons ainsi maîtres de notre destin. Nous nous enfermons dans nos problèmes mal posés, et nous nous condamnons à n'y voir jamais clair. Nous renforçons dans l'esprit de chacun les images qui divisent et nous faisons bon marché des sentiments nobles et de l'intelligence des hommes qui, pour appartenir à des catégories sociales différentes, n'en sont pas moins capables de se rencontrer avec la volonté commune de servir la nation, avec le sentiment commun de la primauté de l'intérêt général sur les intérêts particuliers ou les coalitions d'intérêts particuliers.

En vérité le patronat considéré à travers son organisation syndicale représente indistinctement chacune des catégories de patrons que nous avons définies précédemment. Mais dans l'ensemble son orientation générale est inspirée par la grande finance aux fonctionnaires de la C.N.P.F. qui, très souvent, ne sont pas patrons eux-mêmes.

*
* *

Les prises de position de la C.N.P.F. ne sont pas déterminées par les patrons. Elles ne sont pas l'aboutissement d'un courant des vœux issus de la base, des patrons eux-mêmes ; elles sont des consignes qui partent du sommet et qui par les divers échelons de la hiérarchie syndicale, sont transmis aux patrons en contact avec la réalité vivante de la production comme les syndicats ouvriers eux-mêmes, les syndicats patronaux font partie des moyens de gouvernement antidémocratiques de notre démocratie parlementaire. Cependant, cette situation est le reflet de l'équilibre réel des puissances dans notre monde. Elle traduit dans les faits la réalité du règne de l'argent à quoi se réduit le régime démocratique. Si la haute direction du patronat est aux mains de la Finance et

des grands monopoles industriels, c'est que la banque internationale et les trusts détiennent effectivement les postes clés de l'économie nationale :

— soit immédiatement et de fait par les entreprises qu'ils contrôlent,
— soit indirectement, comme maîtres du destin des industries annexes qui travaillent pour eux,
— soit financièrement, par le régime bancaire,
— soit enfin politiquement dans la mesure (très grande) où l'actuelle démocratie, n'est que la couverture idéologique de la puissance véritable : l'argent.

LES PATRONS INDEPENDANTS

Si la concentration capitaliste était complète, il n'y aurait évidemment pas de divisions au sein du patronat, ni cette indiscipline que regrettent tant les fonctionnaires de la C.N.P.F. La dictature financière établirait un ordre économique comparable à l'ordre politique du régime russe. Nous verrions disparaître sans rémission ceux qui se refuseraient au gouvernement de la banque, comme ont disparu dans les pays de l'Est les hommes qui se refusaient à reconnaître toutes les vertus du bolchevisme.

Ces divisions qui affectent plus ou moins les diverses fédérations patronales sont le fait des patrons indépendants qui sentent très bien qu'il n'y a plus de libéralisme véritable sous le règne des grands monopoles. Ils se défendent contre un système d'organisation économique qui les exproprie. Ils se refusent à la mise en tutelle de l'activité créatrice qui est la leur par les puissances spéculatives et pillardes de l'argent impersonnel.

Je veux bien admettre que l'indiscipline de certains patrons français ne soit que le réflexe égoïste de l'homme qui défend son bien. J'admets comme le signalait dernièrement Jules Romains dans une grande enquête journalistique que l'aroutinement et une certaine paresse soient une cause de notre peu brillante situation économique en France, mais je crois que l'origine principale de cette apathie est imputable au recrutement du personnel de direction tel qu'il se pratique dans les affaires à grande concentration capitaliste, plutôt qu'aux patrons indépendants. Les trusts fonctionarisés, protégés par leurs monopoles, manquent au niveau de la production indus-

trielle de la direction des usines de ce goût du risque qui anime aussi bien les patrons indépendants que les grands financiers. En outre notre système de crédit, joue en faveur des puissances établies et défavorise l'entrepreneur indépendant qui ne peut offrir que la garantie de sa fortune personnelle. De sorte que l'initiative personnelle sur laquelle est fondé le dynamisme de la production est, de toutes les façons dont on envisage le problème, systématiquement défavorisée.

Ce que je reprocherais plus volontiers aux patrons indépendants, c'est de manifester un peu tard leur indépendance. Ils commencent seulement à comprendre qu'ils sont victimes de la conjuration des forces de la démocratie: la finance, le socialisme marxiste, et le parlementarisme. Ils ont aussi sans s'en rendre compte été les fourriers de l'asservissement économique qui les menace autant que du communisme dans le jeu duquel ils sont tombés en jouant leur rôle propre dans la lutte des classes.

Mais enfin, si tard qu'ils se manifestent, qu'ils soient une réaction égoïste, ou les premiers signes d'une prise de conscience politique, les réflexes d'auto-défense des patrons indépendants, s'inscrivent de toutes façons dans les raisons que nous avons d'espérer de voir un jour renaître une volonté nationale en France. En effet, la défense de son bien par le producteur, devant l'entreprise insidieuse de la finance apatride est, dans un monde où l'économie domine, une condition essentielle de notre capacité de déterminer nationalement notre destin. Toutes les révolutions nationales en Europe, se sont appuyées sur une élite de patrons qui avaient pris conscience de la collusion de la haute finance internationale avec la sociale-démocratie.

LA FINANCE INTERNATIONALE ET LA SOCIALE DEMOCRATIE : LE REGNE DE L'ARGENT

Quelle est la nature de cette puissance financière et comment a-t-elle pu se constituer ?

En plus de la révolution technique qui a multiplié la capacité de produire et de la révolution économique qui a transformé les conditions de vie de l'homme moderne, il y a eu une troisième révolution qui est en même temps que la conséquence des deux précédentes, la plus déterminante du monde

formel de l'économie et de la politique modernes : la révolution financière.

L'économie industrielle en substituant l'énergie mécanique à l'énergie animale, s'est fondée, dès son origine sur la volonté faustienne de produire toujours plus. Animée par une bourgeoisie dont l'ambition suprême est la richesse, son problème, conséquence logique de ses principes, est de trouver des clients qui puissent payer les biens qu'elle produit. Et ainsi, son déterminisme est, avec la volonté de puissance des hommes qui l'animent, *l'expansionnisme à tout prix.*

*
* *

Il faudrait retracer toute l'histoire de l'expansion économique gagnant de Londres (d'où est parti le mouvement), l'Europe occidentale riche en houille et en fer, se heurtant dans l'Europe orientale à certaines impossibilités, cherchant ses marchés en Extrême-Orient où elle provoqua la guerre des Boxers ; il faudrait montrer l'évolution depuis un siècle du droit commercial, des techniques comptables et bancaires dans les différents pays, faire l'histoire des grandes dynasties économiques mondiales, pour faire exactement comprendre comment s'est constituée la Finance internationale, ce qu'elle est, et comment elle est devenue la puissance dominante du monde moderne. Je me contenterai ici de quelques indications.

L'origine de la Finance comme puissance internationale, remonte à la fin du siècle dernier, à l'orientation vers le nouveau continent du mouvement expansionniste qui n'a pas trouvé de terrain suffisamment favorable dans le reste du monde. Elle est contemporaine du plus grand phénomène d'émigration qu'ait sans doute connu l'humanité. Entre 1882 et 1912, 26.000.000 Européens s'expatrient vers l'Amérique. Ils vont y chercher la fortune. Ils y trouvent les matières premières, mais ils n'ont ni les machines, ni l'argent pour les acheter. Tandis qu'en Europe, l'épargne s'est accumulée plus vite que ne s'est fait l'appel des capitaux, que le taux d'intérêt est tombé de ce fait entre 2 1/2 et 4 %, le loyer de l'argent est monté aux U.S.A. jusqu'à 15 et même 18 %. Ces circonstances provoquent l'émigration massive des capitaux européens qui ne trouvent plus sur place un emploi suffisamment rentable. C'est alors que commence à se constituer cette puissance nouvelle : la finance internationale.

En effet, pour favoriser l'expatriation des fortunes, pour

leur permettre de rentrer dans l'anonymat et de se réinvestir librement, tout un monde bancaire et boursier commence à s'animer, les places financières européennes sont envahies par les emprunts de villes et d'Etats américains, toute une floraison de sociétés anonymes voit le jour, les techniques comptables et bancaires se transforment, l'emploi de la monnaie scripturale se généralise. La banque et la bourse assurent à l'argent une fluidité toujours plus grande, une capacité de produire toujours *plus de profits*. Il s'est ainsi établi un ensemble de puissances de fait dont les liaisons infiniment complexes constituent avec les banques d'affaires, les cartels, les holding, les groupes financiers qui ont des intérêts partout dans le monde ce que nous appelons la Finance internationale.

Nietzsche disait de l'Etat : « Le plus froid des monstres froids ». Nous pourrions en dire autant de la Haute Finance. Si nous définissons le « monstre » : le combiné de l'homme et de la technique qui plie l'homme aux lois d'efficacité de la technique, nous devons reconnaître qu'il n'y a plus dans le monde actuel du grand capitalisme d'homme si haut placé soit-il qui puisse prétendre être vraiment maître de ses décisions. C'est le système rationnel de puissance fondé sur le droit, les techniques du maniement de l'argent, c'est la nature même de l'argent moderne qui détermine le comportement des hommes. *Le maître du monde actuel, c'est la rationalité elle-même.* Ce n'est aucun des hommes qui sont contraints pour conserver leur position sociale d'obéir à ses lois.

Plusieurs des grands Présidents de la C.N.P.F. ne sont en fait que les esclaves de ce monde formel de la Finance. Kravchenko disait qu'il avait choisi la liberté. C'était une boutade. Nul homme dans notre monde n'est en mesure de choisir la liberté, s'il veut vivre. Le royaume de l'homme libre, comme celui de Dieu, n'est pas de ce monde, qui est le royaume de la rationalité pure dans un univers matérialiste. Chacun choisit la vie dans ce monde et par conséquent de quelque façon l'esclavage pour vivre. Mais celui qui choisit la puissance opte en même temps pour l'esclavage le plus grand. Et la puissance de celui-là n'est jamais que la délégation de pouvoir du système rationnel d'efficacité matérielle qui est le véritable agent d'une histoire dont nous ne sommes que les objets.

***

Maintenant, cette puissance si discrète qu'elle reste pratiquement anonyme, est pourtant effectivement maîtresse du régime politique des nations sur lesquelles s'étend le règne de sa logique matérialiste. Ses intérêts sont partout où le système de la pensée financière a triomphé et partout où l'expansionnisme dont dépend sa durée, peut espérer se porter. Elle s'identifie à la démocratie internationale qui suscite la révolution, provoque ailleurs la guerre. C'est elle qui fait et défait les ministères, aligne et dévalue les monnaies. Elle est la puissance de l'argent dont les représentants ne produisent rien mais dont toute activité productrice dépend.

Les marxistes pensaient que la grande concentration capitaliste devait normalement aboutir à la dictature du prolétariat. Au lieu de cela, la démocratie devient le régime idéal de la dictature de l'argent.

Nous voyons tous les jours s'organiser la réalité capitaliste dans le cadre de la démocratie internationale. Le schéma marxiste auquel continue de se référer le monde ouvrier ne correspond plus à la réalité des choses. Sous couvert de démocratie, nos sociétés occidentales vivent en fait sous un régime totalitaire, qui n'ose pas dire son nom, ni se montrer à visage découvert, mais qui est d'autant plus puissant qu'il se renforce sans cesse dans la mesure même où s'accroît la complexité de l'économie dont il procède. Le monde économique actuel en s'organisant se discipline et donne naissance à des pouvoirs impersonnels dont la puissance conditionne toutes les autres fonctions politiques et sociales de la vie moderne. Le caractère international de ces pouvoirs, fait apparaître au delà des distinctions nationales une espèce de bolchevisme qui n'a plus à envier au système russe que la reconnaissance de son caractère systématique. En effet, la finance internationale, dans les pays dits démocratiques. fait effectivement la politique par l'intermédiaire de valets de plus en plus pâles et plats : les fonctionnaires de la politique parlementaire. Elle figure, en face du totalitarisme soviétique une entreprise dont la signification pour l'homme n'est finalement pas différente. Elle est en train d'user, de discréditer, en les mettant au service de son pouvoir anonyme, les derniers restes d'idéalisme que l'Occident brandit désespérément en face du réalisme efficace de son concurrent asiatique à la domination mondiale. Dès maintenant elle a mis à son service la plupart des dynasties industrielles de la vieille Europe et les gouvernements eux-mêmes qu'elle tient à sa merci. Elle se sert des partis ouvriers devenus partis du gouvernement,

des syndicats ouvriers qui bercent les travailleurs d'espoirs sans cesse déçus et d'autant plus illusoires que leurs revendications prennent pour référence une fiction monétaire sur les mécanismes de laquelle ils n'ont ni contrôle, ni pouvoir d'agir. La réalité du monde moderne est ainsi constituée, par un ensemble fort complexe de puissances interdépendantes, mais toutes dominées par une échelle des valeurs basée sur l'argent, et toutes assimilables à ce que Sorel appelait déjà il y a 50 ans : « Le monde occulte des associations politico-criminelles ».

*
* *

Cet état de choses est l'aboutissement logique du libéralisme dans un monde matérialiste où le dynamisme de l'économie est exclusivement fondé sur l'appât du gain. La jungle aussi est libérale ; la loi du plus fort, du mieux armé finit toujours par y triompher. Or le mieux armé dans une économie fondée sur l'argent est le groupe qui représente la plus grande puissance financière. Et le maître de cette économie c'est aussi le maître de l'argent et de la pensée financière, la Bourse, la grande banque qui a drainé, pompé l'épargne des peuples pour asseoir sa puissance.

Au stade où nous sommes arrivés de la concentration capitaliste, les industries nationales et indépendantes sont, soit des affaires annexes, fournisseuses et tributaires de la grande industrie colonisée, soit des entreprises utilisant des brevets « maison » et dont la place est sauvegardée par le renom et l'exclusivité de leur production. D'une façon générale le nombre de ces industries tend à diminuer. Le libéralisme évolue inévitablement vers une économie de monopoles dirigée par les financiers qui plient les producteurs aux règles de la haute finance. Déjà, la liberté qui n'est plus sanctionnée par la concurrence est celle pour les tenants de la puissance de l'exercer à leur guise, c'est-à-dire, en fait qu'elle se réduit à la logique de la pensée financière pliant les hommes à la belle ordonnance de son système.

Ainsi peut-on comprendre par la menace qui pèse sur les patrons, producteurs indépendants, quelle est la source des divisions qui règnent au sein du patronat français. On comprendra également que la C.N.P.F. où dominent les influences du grand capitalisme s'accommode parfaitement du régime démocratique actuel.

Il faut bien avouer que dans les circonstances présentes, le gouvernement de la Haute Finance sur le monde, ne laisse guère d'espoir aux patrons indépendants de faire triompher le point de vue des producteurs sur celui des puissances installées. Cet espoir n'est pas plus grand que celui que peuvent nourrir les vrais syndicalistes de faire triompher les idées du socialisme français au sein des organisations ouvrières. En effet l'analyse précédente pourrait presque exactement servir de canevas à une étude sur les sources de l'opposition des ouvriers et de leurs délégués devenus professionnels du syndicalisme et de la politique sociale-démocrate. Il n'y a que les cégétistes groupés politiquement qui sachent vraiment où ils vont.

*
* *

Ces points de vue, celui des patrons, celui des ouvriers, ont d'autant moins de chances de triompher un jour qu'ils n'opposent ni l'un ni l'autre une doctrine au système actuel. Au contraire, ils sont plus ou moins imprégnés des idéologies du siècle dernier qui ont servi de tremplin au grand capitalisme comme au bolchevisme. Ouvriers et patrons sacrifiant au matérialisme ambiant ont travaillé à l'installation des régimes d'asservissement de l'homme dont ils se sentent les victimes, mais dont plusieurs qui se plaignent le plus, seraient aussi bien, avec la meilleure conscience du monde, les bénéficiaires. La pauvreté de la pensée révolutionnaire en matière économique et sociale vient de la nullité de la pensée en matière philosophique ; et celle-ci a son origine dans le fait que la majorité des hommes se contente de continuer à vivre et ne s'inquiète que de sa part de biens matériels. Les patrons, en général ne se posent que les problèmes contenus dans les prémisses de l'idéologie libérale qui, à l'usage, risque de se retourner contre eux. Les ouvriers ne s'inquiètent que des problèmes d'une meilleure répartition des biens matériels. Mais ni les uns, ni les autres ne se rendent compte que la question essentielle est d'une toute autre portée. Il s'agit de savoir si l'homme sera asservi à ses moyens, où s'il a encore en lui les ressources morales suffisantes pour s'en rendre maître.

*
* *

L'UNION DES PRODUCTEURS

Plusieurs patrons se sont efforcés de remédier au drame social. Le centre des Jeunes Patrons Français a, dès avant la guerre, été une pépinière de chefs conscients de leurs devoirs sociaux. Plusieurs initiatives individuelles ont permis d'améliorer notablement le sort des travailleurs de plusieurs entreprises. Malheureusement ces actions sporadiques, s'inscrivant dans le cadre des structures économiques modernes, ne pouvaient pas avoir une influence profonde sur l'évolution générale de l'économie capitaliste dont elles étaient tributaires, ni sur le climat social surtout influencé par la démagogie maxiste. Du point de vue de la C.N.P.F., elles étaient de l'indiscipline, du point de vue des marxistes de la corruption ouvrière.

Il eût fallu, pour soutenir ces initiatives, un syndicalisme ouvrier attentif aux réalités concrètes de l'économie. La tâche d'un tel syndicalisme aurait dû être de collaborer avec les patrons à la mise au point des solutions qui étaient proposées. Il aurait dû ensuite exiger la généralisation dans toutes les entreprises du principe d'intéressement des ouvriers à la production. Ainsi se serait instauré un socialisme en action.

La situation est aujourd'hui plus grave qu'en 1939. La puissance des patrons indépendants a diminué, le secteur privé de l'industrie nationale est maintenant très restreint. Le syndicalisme ouvrier non inféodé à Moscou est pratiquement inexistant. Mais cette situation est aussi plus riche d'espoirs. D'abord parce que les ouvriers dégoûtés attendent autre chose, ensuite parce que les patrons sentent mieux aujourd'hui qu'hier la menace qui pèse sur eux, enfin parce que la crise qui se dessine à l'horizon semble devoir les associer dans ses conséquences. Peut-être le temps est-il venu où leur union leur paraîtra nécessaire pour arrêter l'internationalisation de nos industries et l'asservissement de notre peuple.

Devant la collusion de la sociale-démocratie traître au monde des travailleurs et de la Haute Finance qui asservit celui de la production, il m'a toujours paru étonnant que patrons et ouvriers, ne cherchent pas sur une base nationale à se constituer en Front uni des Producteurs.

En l'absence d'une doctrine (sur laquelle nous reviendrons dans les prochains numéros), la nécessité de défendre le travail et les activités créatrices contre l'envahissement du para-

sitisme, aurait dû suffire à provoquer l'union des producteurs.

Les tâches d'une telle union ne manqueraient pas. Il lui appartiendrait :

— de dénoncer dans le socialisme international l'instrument de la Haute Finance, dans sa lutte contre les dernières entreprises nationales qui échappent encore à sa tutelle,

— dans le dogme de la lutte des classes, un poison destiné à désagréger les nations,

— dans les nationalisations, le dernier processus d'expropriation des biens de la nation (Voir comment la IVe République a transformé en nationalisation, la socialisation offerte par Louis Renault à ses ouvriers),

— d'exiger l'organisation corporative des professions, sans quoi il n'y a pas d'intéressement possible des travailleurs aux fruits du travail. Tous les modes d'intéressement pratiqués jusqu'ici par les patrons indépendants, ont toujours plus ou moins échoué faut d'avoir été étendus aux entreprises concurrentes qui ne les pratiquaient pas,

— d'exiger une monnaie nationale, basée sur la production et à l'abri des manipulations qui frustrent régulièrement les nations de la direction de leur économie nationale, et les producteurs du fruit de leur travail,

— de lutter contre le parasitisme des intermédiaires et des fonctionnaires pléthoriques, afin que chaque français qui produit n'en nourrisse pas cinq qui font semblant de travailler.

Je me suis contenté pour aujourd'hui de dégager les raisons qui militent en faveur d'une Union nationale des producteurs.

Je m'attacherai dans les prochains numéros de « Défense de l'Occident » à poser quelques éléments de doctrine qui pourraient servir de base à cette Union.

J. LESIEUR.

(à suivre)

Le Plan de rechange du Pentagone

L'échec de la conférence de Berlin était tenu pour assuré à Washington. Les milieux politiques de la capitale des Etats-Unis croyaient toutefois que cet échec n'aurait pas le résultat escompté, en l'occurence la ratification du traité de la C.E.D. par la France. Conformément à cette opinion, le gouvernement américain continue de rechercher une « politique de rechange » en Europe. Le Pentagone a exprimé à cet égard son point de vue dans un communiqué détaillé au Président Eisenhower, communiqué dont les grandes lignes furent révélées à de nombreux sénateurs républicains. Les chefs militaires des Etats-Unis proposent la conclusion d'un pacte à cinq entre les Etats-Unis et les Nations européennes non minées par de puissantes organisations communistes, à savoir : l'Espagne, la Grande-Bretagne, l'Allemagne Occidentale et la Turquie.

Les signataires de ce pacte s'engageraient à se fournir une assistance mutuelle en augmentant leur potentiel défensif et à venir en aide à toutes les autres nations du « monde libre » qui seraient menacées militairement ou politiquement par les communistes.

Ce plan a été discuté avec le Général Celal Bayard, Président de la République turque, lors de sa visite officielle aux Etats-Unis et avec M. Lequerica, ambassadeur d'Espagne à Washington. Du côté turc, on ne formula aucune objection contre la conclusion d'un tel pacte, mais pour obtenir l'adhésion de la Grande-Bretagne et de l'Espagne, il faudrait au préalable résoudre la question de Gibraltar. La solution envisagée par Washington est conçue en ces termes : cette base passera formellement sous la souveraineté espagnole, elle sera néanmoins confiée pour une durée de 25 ans à des troupes interalliées, anglo-américano-espagnoles. On pense que le général Franco accepterait un tel projet de traité.

Le problème encore à résoudre concerne l'Allemagne Occidentale. Ce pays ne peut devenir membre de l'organisation atlantique en raison du veto dont la France userait certainement à son égard. En revanche, rien n'empêche les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, l'Espagne et la Turquie d'envisager un pacte nouveau avec la République de Bonn. Assurément, cette dernière n'a pas encore recouvré sa totale indépendance, une partie de son territoire est occupé par les troupes françaises, mais on exprime l'opinion à Washington qu'une énergique démarche anglo-américaine en vue de persuader le gouvernement de Paris suffirait à les faire retirer.

Les rapports entre les Etats-Unis et la France, l'Italie, les Nations du Bénélux, la Grèce, etc... reposent sur leur base actuelle, le pacte atlantique. L'Amérique est prête à respecter les engagements qu'elle a acceptés en 1950 vis-à-vis de ses alliés. En retour, elle attend seulement d'eux « une neutralité bienveillante » à l'égard de l'action menée par les signataires du pacte à cinq. Ce vocable de « neutralité bienveillante » signifie pour le Pentagone l'autorisation de passage pour les troupes et le matériel de guerre, naturellement contre paiement. En outre, le pacte à cinq doit rester ouvert à toutes les nations non communistes, les nouveaux membres jouissant des mêmes droits que les puissances signataires. Avant leur admission, il leur faudrait cependant remplir une condition : avoir auparavant jugulé toute influence communiste dans leurs affaires intérieures. Chaque gouvernement doit avoir le droit d'employer les moyens qui lui sembleront les plus efficaces dans ce but. Sur leur demande, les puissances signataires du pacte à cinq ne devront pas refuser leur assistance.

Le plan du Pentagone est soumis actuellement à l'examen du département d'Etat. Certains détails doivent être encore précisés: par exemple, sous quelle forme les membres du pacte interviendraient au cas où le parti communiste d'une nation en deçà du « rideau de fer » menacerait de s'emparer du pouvoir par les moyens légaux. Ce danger n'est pas imminent en France, mais subsiste en Italie.

La Maison Blanche doit pourtant prendre avant le premier mai, époque de l'adoption du Budget par le Senat, la décision de poursuivre la politique actuelle du monde occidental ou de la remplacer par la solution proposée par le Pentagone.

D. E. N. (Wiesbaden).

Pour l'Europe

(Conférence de M. L.-M. Poullain à l'Union des Intellectuels Indépendants)

Le Président P.-E. Flandin ayant, dans les dernières semaines de 1953, donné à l'Union des Intellectuels Indépendants une conférence extrêmement hostile à la C.E.D. et, à travers celle-ci, à l'Europe elle-même, notre ami L.-M. Poullain demanda aussitôt au président de l'Union, M. Jean Montigny, la faveur de prendre à son tour la parole sur les mêmes sujets, afin de faire entendre au public de l'U.I.I. un son de cloche différent. C'est ainsi qu'il a pu, fin janvier, prononcer, dans la grande Salle des Sociétés Savantes, une causerie dont l'argumentation et la conviction ont conquis son auditoire.

***

Poullain rappelle d'abord les événements de la guerre et de l'après-guerre, qui, ayant installé la menace soviétique au cœur même de l'Europe, ont suscité chez les Occidentaux un instinctif réflexe de défense. En mars 1948, l'Angleterre, la France et les trois pays du Bénélux signaient le traité de Bruxelles. En avril 1949, les mêmes partenaires, rejoints par les Etats-Unis, le Canada, l'Italie, le Portugal, la Norvège, le Danemark et l'Islande se décidaient à conclure le Traité de l'Atlantique Nord, créant un organisme militaire permanent : l'O.T.A.N. Le 25 juin 1950, l'U.R.S.S. sortait de la « guerre froide » pour déclencher, par personne interposée, l'agression contre la Corée méridionale. Aussitôt, le Conseil de l'O.T.A.N. proposait d'utiliser pour la défense commune du monde libre les ressources et les effectifs de l'Allemagne de l'Ouest, à laquelle, peu après, les U.S.A., la Grande-Bretagne et la France accordaient une garantie inconditionnelle d'intégrité territoriale.

A partir de ce moment, dit l'orateur, le problème est posé : « Est-ce que des poitrines françaises, anglaises, américaines vont désormais protéger, *seules*, sur l'Elbe, les Allemands désarmés, qui, pendant ce temps, exempts de toute charge militaire, pourront librement vaquer à la résurrection économique de leur pays et concurrencer ainsi avec succès, sur les marchés internationaux, **les propres nations résolues à se battre à leur place et pour eux ?** » L'absurdité même de la question impliquait la réponse. Oui, le soldat allemand devait prendre au plus vite son casque et son poignard. Et — c'était la solution simple, rapide, digne, normale — les forces militaires de la République Fédérale de Bonn devaient rejoindre les autres forces armées de l'O.T.A.N.

Mais les gouvernants français intervinrent. Craignant ou feignant de craindre la réaction de leur opinion publique, toujours travaillée par un com-

plexe d'infériorité ou de ressentiment à l'égard du voisin d'outre-Rhin, ils voulurent que, par un système d'intégration, la puissance militaire allemande renaissante se trouvât limitée et contrôlée, sous la dépendance d'une autorité supra-nationale : ainsi fut imaginée la Communauté Européenne de Défense (C.E.D.).

C'est ce projet français, accepté, non sans ennui à l'origine, pour les **Alliés occidentaux et par** l'Allemagne elle-même, qui, au moment d'être mis à exécution, se heurte aux hésitations, aux appréhensions et aux discussions d'un seul pays : le nôtre, c'est-à-dire précisément de celui qui en fut l'inventeur !

***

En réalité ce n'est pas toute la France qui mène campagne contre la C.E.D., mais une coalition minoritaire bruyante, — coalition étrange qui va du communisme au nationalisme intégral et où l'on aperçoit entre M. Duclos et le comte de Paris, des hommes qui s'appellent Pierre Cot, Jules Moch, Edouard Daladier, Charles de Gaulle, Pierre André, — ce dernier passant pour le porte-parole de certains intérêts de l'industrie lourde. La campagne est orchestrée, sur le plan de la Presse, par l'équipe de M. Beuve-Méry — « cet homme du monde qui vit de l'air du temps » — et exploitée, sur le plan politique, par le Parti Communiste, qui en profite pour se refaire, aux yeux des naïfs, une nouvelle virginité nationale et pour remporter quelques succès spectaculaires, tels que celui de l'élection présidentielle au Palais-Bourbon.

Poullain passe alors en revue les principales objections des adversaires de la C.E.D. La place nous manque pour les reproduire toutes, avec leur réfutation. Retenons, du moins, les trois points essentiels de cette partie de sa conférence :

1. « *Nous ne voulons pas entendre parler de réarmement allemand !* » Alors, que voulez-vous ? Qu'aucune barrière ne s'oppose, demain, à la ruée soviétique jusqu'à Paris, jusqu'à Brest, jusqu'à Bordeaux, jusqu'à Marseille ? Que la France reste seule sur le continent avec ses quelques maigres divisions, en face des trois millions d'hommes maintenus sous les drapeaux en pleine paix par la Russie, en face de ses vingt mille avions, en face des cinquante divisions de ses satellites ?... Criez donc : « Vive ma mort ! ». Mais souffrez que d'autres, pour qui « la patrie, c'est d'abord le sol et le sang », répondent par le cri de : « Vive ma vie ! » et que, pour sauver celle-ci, ils soient prêts à consentir quelques sacrifices d'amour-propre et à mettre une sourdine à de vieilles rancunes de mitoyenneté... La France de 1954 n'est plus celle de 1670 ou de 1805 : le rapport des forces a changé. En 1914, déjà, la France ne pouvait plus assurer seule sa sécurité. Nous n'avons pas, à l'heure actuelle, la cinquième partie des moyens nécessaires à stopper un déferlement soviétique... Et il y a la guerre en Indochine... Or, le temps presse. Il presse d'autant plus que la Russie possède aujourd'hui la bombe atomique et que cette grande menace qui hier pouvait encore la faire reculer, demain ne la contiendra plus.

Au reste, le pays unanime fût-il opposé au réarmement de l'Allemagne de l'Ouest, cela ne servirait à rien. Les Alliés, tous les Alliés veulent, exigent ce réarmement. L'Allemagne elle-même a fini par s'y résoudre. Avec ou sans notre consentement, l'Allemagne va réarmer. Que ceux donc qui, chez nous, gardent insurmontable la peur d'une Allemagne casquée, se hâtent d'approuver et d'appuyer la C.E.D., car elle constitue l'unique système qui, tout en

procurant à l'Occident le bénéfice du concours militaire allemand, prive notre voisine des moyens — état-major propre, aviation de bombardement, liberté de fabrication d'armements — de transformer du jour au lendemain ses contingents intégrés en une Wehrmacht autonome.

2. « *La C.E.D. prévoit une autorité supranationale, et nous ne voulons pas laisser porter atteinte à la souveraineté française.* » — Certes, aucun pas vers l'Europe ne se fera sans quelques renoncements à la souveraineté nationale. La France, dans le Comité prévu pour diriger la C.E.D., disposera de deux voix sur neuf. Mais il est curieux qu'on s'avise seulement aujourd'hui, et à propos de la C.E.D., de déplorer une éventuelle diminution de souveraineté, alors que, depuis le début de ce siècle, de tels renoncements n'ont cessé de se produire. La guerre de 1914 n'a pu être gagnée que grâce à un commandement unique des Alliés : croit-on qu'il ait été agréable au roi des Belges, au roi d'Angleterre, d'aliéner leurs pouvoirs militaires entre les mains de Foch ? Dans la seconde guerre mondiale, c'est la France qui a été la puissance mineure de la coalition : quand Eisenhower et les dirigeants américains cachaient soigneusement au général de Gaulle la date et le lieu du débarquement en Afrique, — opération décisive du conflit, — que devenait notre souveraineté nationale ? Notre adhésion, aujourd'hui demi-séculaire à la Cour de Justice Internationale de La Haye ne postulait-elle pas d'éventuels abandons nationaux ? C'est si vrai qu'une sentence de cette Cour vient de nous imposer une diminution territoriale en nous évinçant de l'archipel des Minquiers. Rappellerons-nous encore le traitement de faveur réservé par la France, après la Libération, aux Américains se rendant coupables sur son sol de délits ou de crimes et soustraits à la Justice française ? Cela s'appelle proprement le « régime des capitulations ». Rappellerons-nous surtout l'étrange proposition de MM. Churchill, Reynaud et de Gaulle, en 1940, qui eussent voulu imposer à la France une fusion totale avec l'Empire britannique, en sorte que, si le gouvernement d'alors l'eût acceptée, le pavillon de l'Union Jack eût, dès l'armistice, flotté sur Alger, Tunis, Rabat, Damas, Dakar, Tananarive et Hanoï ? Ces précédents, — comme celui de l'O.T.A.N., où la France ne dispose que d'une voix sur quatorze, — comme celui de l'O.N.U., où elle ne dispose que d'une voix sur quarante (et pourtant l'O.N.U. nous a entraînés dans la guerre de Corée !), — devraient plutôt faire apparaître comme relativement modeste la diminution de souveraineté qui est prévue pour nous au Comité Directeur de la C.E.D., où nous aurons une voix sur neuf.

3. « *Si nous nous intégrons politiquement à l'Europe, la France perdra l'Union Française.* » — Voire !... Depuis quinze ans, l'Empire français est sur la voie de la désagrégation : perte du Liban et de la Syrie, guerre d'Indochine, rébellion de Madagascar, émeutes d'Algérie, troubles graves de Tunisie et du Maroc. On ne saurait rendre responsables de ces événements ni l'Europe qui n'existe pas encore, ni la C.E.D. dont le projet n'a pas quatre années d'existence. Il faut donc chercher ailleurs les causes de la dissociation impériale. Est-il si difficile de les découvrir ? Il n'y a, en vérité, qu'à ouvrir les yeux et à se rappeler l'Histoire — l'Histoire de tous les Empires : le nôtre comme celui de l'Angleterre, comme l'Empire espagnol du XVIe siècle, comme l'Empire Romain des premiers siècles de notre ère, — et l'on se trouve en présence d'une loi générale, loi scientifique aussi rigoureuse que celle de la pesanteur, et qu'on peut résumer ainsi : *toutes les fois que les peuples d'un Empire discernent dans la nation, dite « tutélaire », les signes de l'affaiblissement politique et militaire, de l'appauvrissement ethnique, économique et financier, ils se détachent et commencent à trahir.* La France, épuisée physiquement par deux guerres en un quart de siècle, affaiblie par les divisions intestines, manquant d'hommes, d'armes et de capitaux, a cessé d'apparaître à nos possessions d'outre-mer comme une nation vraiment *tutélaire*, réelle-

ment capable de les protéger, de les défendre, d'assurer leur montée vers le progrès et le bien-être. C'est pourquoi certaines l'ont déjà lâchée ; d'autres s'apprêtent à les suivre... Imaginez que soudain la France s'agrège à un bloc continental de 160 millions d'hommes, que son potentiel financier, militaire et humain s'en trouve du même coup triplé ou quadruplé : sa situation impériale peut en être instantanément retournée. Imaginez un apport de capitaux hollandais, belges, allemands, qui accroîtrait nos possibilités d'exploitation du sol et du sous-sol africain ; imaginez l'excellente main-d'œuvre italienne venant se joindre à la nôtre pour les rudes et délicats travaux entrepris au Sahara, dans la Z.O.I.A. (zone d'organisation industrielle africaine) ; imaginez enfin une armée européenne, où la combativité allemande se joindrait à la nôtre, comme dans cette Légion étrangère, type de force armée intégrée, et même au plus bas échelon, qui manifeste en Indochine sa valeur et sa puissance : n'est-il pas raisonnable de croire que l'Empire français, loin de se détacher de la métropole, puiserait dans ces accroissements et ces enrichissements tous les motifs de renforcer sa cohésion, sa fidélité, son loyalisme ?

— « Abandonner la C.E.D., déclare l'orateur, par peur de perdre l'Union Française ? Je dis : non. Hâtons-nous, pour conserver et développer l'Union Française, de réaliser l'Europe ! »

***

L'Europe de demain ! C'est d'elle que Poullain parle ensuite, — après avoir étudié les solutions dites « de rechange » à la C.E.D., solutions dont aucune jusqu'ici ne paraît applicable et n'a même été formulée avec précision et clarté.

Cette Europe, on l'appelle dédaigneusement la « Petite Europe ». Est-elle, en vérité, si petite ? Un bloc de 160.000.000 d'habitants sur un sol prodigieusement riche et varié, doté d'un sous-sol plus riche encore, ouvert à la fois sur la Baltique, la mer du Nord, la Manche, l'Atlantique, l'Adriatique et la Méditerranée, peut-il être considéré comme négligeable, alors qu'il coïncide géographiquement avec le vaste Empire de Charlemagne et qu'il se situerait aujourd'hui comme une véritable et puissante « troisième force » économique, politique, culturelle, militaire, — entre les Etats-Unis de 150.000.000 d'âmes et la Russie de 195.000.000 ?

Or, jamais la réalisation de cette Europe n'a été plus opportune, on pourrait même dire : plus facile. Tout l'appelle : la lassitude des peuples européens, qui ont durement expérimenté la vanité de leurs déchirements internes ; l'évolution générale du monde vers les grandes fédérations ethniques ; la menace commune que l'U.R.S.S. représente pour la partie occidentale du continent.

Il existe surtout deux circonstances favorables et, pour ainsi dire, providentielles : la première, c'est que nous sortons d'une guerre, qu'on peut comparer à un match nul. L'Allemagne, d'abord victorieuse, a connu ensuite l'invasion et l'écrasement. La France, d'abord vaincue par elle, a figuré plus tard dans la coalition des vainqueurs. Il ne s'agit donc pas cette fois de créer une Europe par droit de conquête, avec toute la précarité que représentent la violence et la contrainte. Charlemagne, Napoléon, la Sainte Alliance, Hitler ont finalement échoué dans des tentatives européennes de cette nature. Pour la première fois, une association librement consentie entre les nations de l'Europe occidentale, — singulièrement entre l'Allemagne et la France, — est immédiatement réalisable, avec toutes les chances de réussite et de durée attachées à une telle formule.

L'autre aubaine, c'est la pression des Etats-Unis. Qui, en définitive, peut avoir à se repentir plus tard d'avoir laissé se construire l'Europe ? L'Amérique. Car aujourd'hui la puissance politique, économique, financière de l'Amérique est pratiquement sans limite. Cette puissance, une Europe « troisième force » la contiendra, la discutera, la concurrencera. Mais le sens pratique et le sentiment de peur qui animent aujourd'hui les Américains les portent à négliger cette perspective d'avenir. C'est pourquoi, loin de s'opposer à l'Europe, il nous pressent de la faire : ne serait-ce point folie de ne pas en profiter ?

Par ailleurs, la foi chrétienne étant commune aux six pays qu'il s'agit d'abord de réunir et le *credo* catholique exprimant celle du plus grand nombre de ses habitants, il n'est pas sans intérêt de noter que le Vatican, conscient des réalités actuelles et angoissé par la menace de la barbarie communiste-asiatique, pousse également detoutes ses forces à la construction de l'Europe occidentale : « L'union de l'Europe est possible, — a déclaré Pie XII dans son message de Noël 1953 diffusé en vingt langues, — et il est impérieux qu'elle soit réalisée... D'ailleurs, les peuples eux-mêmes, et jusque dans les couches les plus humbles, en attendent la réalisation, l'estiment nécessaire et pratiquement possible. »

*
* *

Poullain conclut en invitant son auditoire à travailler à l'édification de l'Europe. Les Français doivent répudier, vis-à-vis de l'Allemagne, tout complexe d'infériorité, car il stérilise l'audace ; tout complexe de haine et de rancune, car il stérilise la confiance, sans laquelle nulle association n'est concevable. Ils auront aussi à travailler dans le sens d'un élargissement rapide de l'Europe occidentale qui, pour importante que soit l'union des six premiers contractants, ne sera complète qu'avec l'adhésion de l'Espagne, du Portugal, de l'Autriche, de l'Irlande, — peut-être plus tard de l'Angleterre et des Pays scandinaves, — et qu'avec son prolongement naturel : le vaste continent africain.

Il termine en ces termes :

« Faisons donc cette Europe ! Je ne vois point de plus valable offrande à déposer sur l'autel de nos morts : morts des deux guerres de ce siècle, martyrs de la Révolution de 44, qui pourront enfin reposer dans la paix, leur sacrifice n'ayant pas été consenti en pure perte. Je ne vois point non plus d'idéal plus exaltant à offrir à notre jeunesse, si lasse des querelles du passé et qui attend de nous que nous ouvrions à son espérance, à son besoin d'agir, un champ pacifique enfin neuf et enfin digne d'être foulé par la course impatiente de ses vingt ans. »

Nouvelles européennes
Nouvelles politiques

Qu'est-ce que le M. S. E. ?

En raison des nombreux commentaires auxquels a donné lieu récemment le *Mouvement Social Européen*, il nous paraît indispensable de fournir quelques précisions sur son activité et ses positions.

Premièrement, il importe de mentionner avant tout que le *Mouvement Social Européen* est, pour l'instant, un mouvement en cours de constitution.

Issue de prises de contact entre les groupes et mouvements nationaux qui remontent au Congrès de Malmö en juin 1951, l'idée de la création d'un nouveau mouvement européen ne peut aboutir à une organisation statutaire et à des positions définitives qu'à la suite d'un congrès de fondation qui est envisagé pour cet été.

En attendant cette date, les groupes et mouvements qui sont restés en contact ont confié le soin de poursuivre les conversations préliminaires à une Commission d'Etudes, qui se réunit périodiquement. C'est cette Commission d'Etudes qui a pour l'instant recommandé certaines formes d'organisation et certaines positions idéologiques qui peuvent fournir un aperçu de ce que veut être le *Mouvement Social Européen*.

La Commission d'Etudes a proposé que le *Mouvement Social Européen* soit représenté dans chaque pays par une *section nationale* du Mouvement qui devra s'appuyer, autant que possible, sur les groupes et mouvements nationaux existant dans ce pays et se trouvant d'accord avec nous.

Il en résulte d'abord qu'aucun groupe ou mouvement n'a le privilège de représenter dans un pays donné le *Mouvement Social Européen*. C'est donc une erreur d'assimiler purement et simplement l'activité du *Mouvement Social Européen* à celle d'un groupe local adhérent. Le *Mouvement Social Européen* ne jette aucune exclusive sur aucun groupe national, à condition que

ceux-ci acceptent un minimum de discipline, mais il souhaite être en contact avec des groupes d'origines et de tendances très diverses.

Il en résulte ensuite qu'il est inutile de nous demander, comme on l'a fait récemment en France, si l'adhésion au *Mouvement Social Européen* est compatible avec l'adhésion à tel ou tel groupement politique national. Cette double appartenance est naturelle et normale, car le *Mouvement Social Européen* n'a pas pour objet de se substituer aux groupements nationaux dans leurs tâches nationales, mais souhaite les représenter sur le plan européen.

La tâche des sections nationales est d'établir une collaboration amicale et confiante avec les groupes et mouvements nationaux qui ont donné leur accord aux objectifs du *Mouvement Social Européen*, de faire connaître et diffuser les idées du *Mouvement Social Européen*, de créer des cercles d'étude et de travail locaux ou professionnels.

Les idées du *Mouvement Social Européen* sont exprimées dans les différents pays par des revues ou journaux édités par les sections nationales du Mouvement. En France et en Belgique, l'activité du *Mouvement Social Européen* et ses principales positions ont été généralement exprimées par *Défense de l'Occident*. Des exposés particulièrement détaillés ont été publiés notamment dans les numéros 1 et 4 de cette revue, et les *Eléments d'une nouvelle idéologie* de notre camarade Per Engdahl, retenus par la Commission d'Etudes pour être présentés au Congrès de fondation comme un texte de base du Mouvement, ont été publiés régulièrement dans nos différents fascicules depuis le mois de novembre 1953.

C'est à ce texte que nous renvoyons ceux de nos adversaires qui s'empressent de donner une image caricaturale des positions du *Mouvement Social Européen* sans prendre la peine de nous lire.

Pour la commodité de ceux qui sont en contact avec nous pour la première fois, nous résumons ci-dessous, aussi brièvement que possible, les positions actuelles du *Mouvement Social Européen*, telles qu'elles résultent des résolutions de la Commission d'Etudes et sous réserve des modifications qui pourraient leur être apportées ultérieurement au Congrès.

Voici d'abord la position générale du *Mouvement Social Européen* acceptés au Congrès de Malmö :

I. — *Par les conséquences de deux guerres mondiales, l'Europe désunie est tombée dans la dépendance de deux puissances dominantes, les U.S.A. et l'U.R.S.S. L'actuelle dépendance de l'Europe occidentale vis-à-vis des Etats-Unis ne garantit pas la sécurité, ni des Etats européens, ni des U.S.A. Un rassemblement des forces européennes ferait, au contraire, de ces pays, un facteur important de la politique mondiale.*

Le M.S.E. affirme donc le principe fondamental de l'indépendance européenne. Cette indépendance implique qu'elle n'appartient ni au bloc démocratique, ni au bloc soviétique, et qu'elle déterminera elle-même son propre régime politique. Cette notion de l'indépendance de l'Europe n'a aucun rapport avec la position dite neutraliste. Elle implique une Europe fortement armée, au point de vue idéologique, par une prise de position très nette contre les agents et partis des puissances matérialistes, au point de vue militaire, par une puissante organisation militaire européenne autonome. Les démocraties actuellement au pouvoir dans les pays

européens se sont montrées impuissantes à reconstituer les forces matérielles et morales qui pourraient faire l'évolution politique mondiale. Une Europe unie et indépendante a besoin d'un apport positif et déterminant des forces nationales.

2. — Dans l'état actuel d'impuissance de leurs gouvernements, le Mouvement Social Européen ne peut qu'exprimer le vœu de voir se constituer une Allemagne nationale et armée dans le cadre d'une Europe nationale et armée.

Le Mouvement Social Européen ne regarde pas le pacte atlantique, dans son organisation actuelle, comme un instrument efficace pour la défense de l'Europe. Il désire une Europe unie avec une armée européenne sous un commandement européen, et un système d'alliance entre toutes les nations européennes qui soit ouvert à l'adhésion des peuples qui accepteront de s'y associer.

Nous souhaitons l'intégration active à la communauté européenne de l'Espagne nationale et anticommuniste.

3. — L'Europe unie devra connaître un régime où règne la justice sociale. Tout travail utile à la communauté doit recevoir une rémunération convenable. Les revenus ne résultant pas du travail doivent être supprimés. Seule une Europe sociale sera forte.

A ces positions de principe, prises en 1951, il convient d'ajouter les précisions suivantes sur les questions qui ont surgi depuis cette date :

Le Mouvement Social Européen est partisan d'une Communauté Européenne de Défense, mais il juge inopportunes certaines des dispositions de l'actuel traité de la C.E.D. Il souhaite, en particulier, que la C.E.D. soit détachée du Pacte Atlantique et que l'Europe accède à une indépendance militaire et diplomatique véritable. Néanmoins, en France et en Belgique, les sections nationales appuient le vote en faveur de la C.E.D. pour ne pas faire le jeu de la propagande communiste et de la propagande anti-allemande.

Le Mouvement Social Européen demande la réconciliation sincère et complète de tous les Européens. Il rejette la distinction entre vainqueurs et vaincus. Il rejette toute politique de discrimination. Il demande que toutes les volontés soient constructives et tournées vers l'avenir, que les souvenirs tragiques de la guerre ne pèsent plus sur notre destin commun, que des amnisties nationales et une amnistie générale européenne consacrent cette politique de réconciliation.

Le Mouvement Social Européen considère que le fascisme et le national-socialisme appartiennent au passé. Il se refuse à porter sur eux un jugement de condamnation, mais il se refuse aussi à une renaissance ou à une imitation de formes politiques aujourd'hui dépassées. Notre idéal est la réalisation de la justice sociale et la construction d'un ordre social fondé sur la primauté du travail : toutes les expériences du passé peuvent servir à notre doctrine, mais notre idéal est un idéal neuf qui ne s'inspire que du présent.

Le Mouvement Social Européen est ouvert à tous, sans distinction d'origine ou de passé politique. Il refuse de s'associer aux condamnations politiques prononcées sous la pression des partis communistes, mais il se prononce contre le retour à des méthodes et à un vocabulaire qui ne conviennent plus à la situation actuelle.

Le Mouvement Social Européen oppose à l'Europe de Strasbourg, qui est l'Europe des techniciens et des affairistes, l'Europe du travail et des producteurs. Nous souhaitons que se crée un bloc économique autonome eurafricain, échappant au contrôle du capitalisme international, développant sa production par une planification socialiste et constituant une économie fermée dont le travail serve à son équipement propre et à l'élévation du niveau de vie de tous les travailleurs.

Le Mouvement Social Européen combat la puissance de l'argent dans la société moderne sous toutes ses formes et veut que la vie de chacun trouve son sens dans son travail et dans la joie de construire une communauté juste : le véritable affranchissement du travailleur est le sentiment qu'il travaille pour lui et pour les siens, pour la grandeur et la force d'une communauté où sa place est reconnue et honorée, et non pour l'enrichissement monstrueux de consortiums anonymes.

Le Mouvement Social Européen réprouve les théories et persécutions racistes. Mais il veut que chaque race soit réintégrée dans son propre territoire historique et y accomplisse sa fonction conformément à l'intérêt de la communauté.

Le Mouvement Social Européen refuse l'esprit de croisade et de haine. Il veut que la communauté européenne soit une communauté puissante et armée, mais une communauté pacifique dont l'existence puisse être un élément d'équilibre et de paix.

● ● ●

A NOS ABONNES

A la demande de nos correspondants de l'étranger, le présent numéro de « Défense de l'Occident » *paraît à la date habituelle, mais il est marqué* mai *au lieu d'*avril.

Nos correspondants nous ont fait remarquer, en effet, que notre livraison paraissant vers le 20 de chaque mois, elle parvient souvent à nos lecteurs étrangers vers le 28 ou le 29 du mois, ce qui est une date trop tardive.

Nos numéros continueront donc à paraître, comme précédemment, vers le 20 de chaque mois, mais datés du mois suivant.

Cette présentation ne change rien à nos abonnements annuels qui comportent l'envoi de 12 numéros, ni à nos abonnements semestriels qui comportent l'envoi de 6 numéros, quelle que soit la date indiquée.

Echos

Fausses nouvelles sur le M.S.I.

Le Monde s'est fait complaisamment l'écho en France d'une soi-disant dissidence au sein du M.S.I. italien. Une note diffusée par l'Office de Presse du M.S.I. dans le *Secolo d'Italia* remet les choses au point. Aux termes de cette note, le départ du député Leccisi n'aurait entraîné aucune scission à l'intérieur du M.S.I. Un petit groupe d'amis personnels a approuvé le départ du député, mais ce groupe ne dépasse pas quelques dizaines de personnes et n'a pris à aucun moment la forme d'une organisation politique. Il est formellement démenti par la même note que des fédérations autonomes ou groupes autonomes se soient constitués, comme l'avait annancé la presse de gauche en Italie, dans les villes de Pavie, Naples, Lucques et Littoria.

Vers l'unification des forces nationales en Autriche.

D'après *Der Aufbruch*, organe du Mouvement Social Européen en Autriche, a eu lieu à Vienne, les 20 et 21 février, à la *Deutsches Haus*, une réunion des groupes nationaux autrichiens convoqués sur l'initiative de l'ancien secrétaire d'Etat Egon von Pflügl. Tous les participants émirent le vœu qu'une unification des forces nationales en Autriche soit réalisée. Toutefois, l'abstention du *Freiheitliche Sammlung Osterreich* (F.S.O.), qui n'avait pas pris part à la réunion, souligne la difficulté d'une telle réalisation.

Mackensie King, instrument des Rockefeller.

La presse démocratique n'a pas assez de termes respectueux pour la « grande mémoire » de Mackensie King qui gouverna si longtemps le Canada. Voici ce que nous apprend sur ce grand homme des libéraux le journal canadien *L'Unité Nationale* :

« Pendant toute la guerre de 1914-1918, Mackensie King travailla à l'emploi de Rockefeller, aux Etats-Unis. Son occupation était celle de briseur de grèves, son salaire de $ 25,000 par année. Une grève de l'époque occasionna de sanglantes bagarres, au cours desquelles plusieurs ouvriers furent tués ; une commission d'enquête du Congrès Américain qui par la suite étudia cette affaire, conclut que Mackensie King, « par ses provocations, était le principal responsable de la mort de ces travailleurs ».

« Dès la mort de Sir Wilfrid Laurier, Mackensie King revenait en vitesse au Canada. A son arrivée, muni de fonds considérables fournis par les intérêts Rockefeller, il ne s'occupa plus que de la convention qui devait choisir un nouveau chef libéral national.

« Devenu chef libéral canadien, Mockensie King resta en rapports constants avec Rockefeller. Deux fois par année, il allait passer une semaine avec lui aux Etats-Unis. A chaque conférence impériale, avant de s'embarquer pour l'Angleterre, il allait « se reposer » quelques jours chez Rockefeller. Avant chaque élection générale, de 15 à 20 jours avant la date du

scrutin, le prix de la gazoline au Canada était augmenté d'au moins un cent le gallon (pour la durée d'environ six mois) tandis que la caisse électorale libérale regorgeait soudainement et comme par enchantement de sommes considérables pour corrompre l'électorat. Après que Mackensie King eut imposé M. Saint-Laurent comme successeur à une convention libérale, le nouveau chef a continué la « tradition » de petites visites d'amitié chez Rockefeller et, aux élections générales de 1949 et 1953, — ô hasard, ô coïncidence ! — le prix de la gazoline au Canada a encore été augmenté qu'aze jours avant la date du scrutin.

« Dans certains hauts cercles américains, on appelle couramment le parti libéral canadien : « The Rockefeller party of Canada ».

Pour que les historiens ne risquent pas de voir trop clair dans toute cette histoire, on a confié... à la Fondation Rockefeller, le soin de recueillir et de classer tous les papiers de l'éminent défunt. Et voilà comment on écrit l'histoire.

Une déclaration du Dr Malan.

Le Dr Malan, Président de l'Afrique du Sud, a déclaré à Bloemfontain, à l'occasion du Congrès du Parti national d'Afrique du Sud :

« L'Afrique du Sud doit reviser ses positions actuelles. La fondation de l'O.N.U. a été une grave erreur : c'est aujourd'hui un instrument qui menace l'indépendance de tous les peuples de race blanche. »

Nous nous félicitons de voir un homme d'Etat dénoncer avec autant de netteté les dangers du soi-disant « gouvernement mondial » dont on sait trop bien quels intérêts il doit servir.

Solidarité arabe.

D'après une information du Caire, les consulats des pays arabes auraient décidé de demander à tous les Allemands sollicitant un visa d'assurer sous serment qu'ils ne sont pas membres du parti démocrate chrétien d'Adenauer ou du parti socialiste allemand qui, tous les deux, ont voté l'accord sur les réparations à l'Etat d'Israël. Le gouvernement égyptien considère, à juste titre, que la signature de cet accord, illégal au point de vue du droit international, a constitué un acte inamical à l'égard des pays arabes dont il doit tirer la conclusion..

Pour une politique de réconciliation en Belgique

L'idée de l'amnistie fait des progrès en pays flamand. Par contre en pays wallon un groupe d'excitateurs est seul à en parler... à en parler pour en combattre le principe !

Il s'agit du groupe Fosty, le groupe qui s'est couvert de ridicule en organisant voici quelques mois la piteuse manifestation de Dixmude où n'ont pu être réunis que 6.000 personnes après un battage de presse monstre et l'aide de la radio officielle. En outre, la manifestation n'a pu se dérouler

que sous la protection d'effectifs considérables de gendarmerie.

Ceci pour vous éclairer quant à la « réalité » du sentiment populaire à l'égard de « l'incivisme renaissant ». En fait l'opinion publique se désintéresse de ce problème, elle a d'autres soucis.

Si le pays réel se désintéresse complètement de l'incivisme renaissant (*sic*), il n'en est hélas pas de même des petits politiciens sans envergure et des pisse-copies professionnels. L'incivisme est un vieux tambour utilisé par les démagogues, au même titre que « le patron profiteur », « l'église obscurantiste ». Ce sont des clichés, de vieux clichés, mais ceux qui les emploient ne peuvent en trouver d'autres, faute d'un peu d'imagination, le Belge étant particulièrement dépourvu de cette qualité.

L'amnistie semble donc être pour l'instant, fort peu concevable. Cette impossibilité est le fait d'un très petit groupe d'exploiteurs de cadavres qui empoisonnent l'atmosphère publique.

Ce climat est fort dangereux car il fait perdre un temps précieux à la Belgique dans la voie de l'intégration européenne sur le plan psychologique.

Tant que l'Europe sera divisée en « bons » pays et en « mauvais » pays son unité sera factice. On ne doit plus entendre parler de vainqueurs et de vaincus.

De même à l'échelle nationale tant que dans chaque pays il subsistera des classifications en « bons » et « mauvais » citoyens aucun travail constructif ne pourra se faire.

Mais, en Belgique comme ailleurs, il existe des hommes comme le démagogue Fosty qu'il n'y a aucun espoir de rallier à l'intérêt du pays. Ils ne le désirent pas, car *ils vivent* de sa division et de l'exploitation des tragiques souvenirs de la guerre.

Le phenomène de la collaboration et de la résistance qui maintenant, dix ans après la guerre, semble encore si important (la presse lui donne une importance tout à fait artificielle) était cependant, durant la guerre, un problème superficiel.

10 % de la population a collaboré avec l'occupant allemand, 10 % s'est rangé du côté anglais. Les 80 % se sont désintéressés de la chose soit que la misère leur enlevât le goût de la participation au jeu politique, soit que leur temps fût consacré aux pratiques du marché noir, jeu dans lequel le Belge

brille. Le Belge est rarement passionné, c'est un buveur de bière, il est calme, travailleur, et sa conception de la vie est très « utilitaire ».

Ainsi donc le problème de la répression, et par voie de conséquence celui de l'amnistie n'est pas un GRAND problème national, mais il empoisonne toute la vie publique. Il pourrait être rapidement résolu si nous pouvions mettre un peu de plomb (au sens figuré) dans la cervelle de tous ces excités-nostalgiques.

On s'agite à propos de l'amnistie confondant par mauvaise foi cet *acte politique* avec la réhabilitation des tueurs et autres spadassins.

On combat l'amnistie et cependant... cette mesure est en elle-même déjà insuffisante.

Il faut aller plus loin que l'amnistie. Il faut aboutir à la réconciliation.

Les mauvais souvenirs de la guerre doivent être effacés. On ne bâtit pas sur la rancune et la haine. Dans chaque camp des choses regrettables ont été commises, qui relèvent du droit commun en temps normal. Les situations d'urgence nées de la guerre ne permettaient pas toujours un recrutement sévère. De ce fait des brebis galeuses se sont introduites tant chez les anglophiles que chez les germanophiles, y amenant les mœurs du « milieu ». Pour mémoire, assassinats de fermiers par de prétendus résistants et attaques de bijouteries avec meurtres par des prétendus policiers rexistes.

En plus de ces délits de droit commun, nous avons eu à connaître des choses regrettables commises par passion, emportement, exacerbation, par des GENS « BIEN ». On a vu des personnes honorables, bourgeoises, participer à des actions de police, à des meurtres. Ce sont là des mœurs de guerre.

Les atrocités semblent avoir été commises dans la même proportion de part et d'autre. N'en parlons plus : inutile de déballer une comptabilité des cadavres.

Qu'on cesse de nous casser les oreilles avec les forfaits de la résistance et de la collaboration. C'est une littérature malsaine.

Un des candidats ridicules de la compétition du 11 avril, ce grand dadais de Saint-Rémy, dans son programme électoral, parle de la réhabilitation des inciviques ayant fait preuve d'amendement réel (*sic*). C'est là la position des tartuffes. Les gens qui se sont engagés à fond dans la collaboration ne sont pas de l'espèce qui attendent un pardon dont ils

n'ont pas besoin. Ils ont la conscience d'avoir eu raison et refusent d'être assimilés à des délinquants de droit commun. Le pardon hypocrite qui serait le prix d'une repentance hypocrite n'est pas le pain qu'ils sont habitués à manger ! De même les résistants accepteront difficilement que la justice demande des comptes à ceux qui ont risqué cent fois leur peau pour des actions utiles.

Ces personnages nés de la guerre ne peuvent comprendre une justice et une morale de temps de paix. On se trompe d'unité de mesure.

On ne juge pas des faits de guerre avec une conception de temps de paix.

L'Amnistie ce n'est pas assez. Il faut la réconciliation.

Nous souhaitons voir bientôt, comme c'est déjà le cas au sein du Mouvement Social Européen, collaborer anciens résistants et anciens collaborateurs. Ces gens ont compris que ces classifications appartiennent au passé. Ils sont maintenant des Européens.

Nous faisons ici un appel aux hommes des deux camps. Qu'ils abandonnent leur complaisance à se pencher sur le passé et la nostalgie qui s'y rattache.

Que l'ancien légionnaire admette que le national-socialisme FAIT maintenant partie du passé et de l'histoire et qu'il ne reviendra jamais. Que l'ancien résistant admette que demain son fils servira probablement dans le même régiment qu'un Allemand.

L'Europe est une affaire neuve. Elle n'a pas besoin des nostalgiques, des revenchards, des attardés.

L'Europe a BESOIN des anciens SS, comme elle a BESOIN des anciens maquisards. Elle a besoin des deux camps d'autrefois. Elle ne pourra se faire si elle est faite par les uns contre les autres.

L'histoire ne s'arrête pas. Il n'y a que les hommes qui parfois s'arrêtent, ceux qui sont encore en 1944 ou en 1945.

Aux adversaires d'hier d'aller PLUS LOIN QUE L'AMNISTIE, à eux d'aller jusqu'à la RECONCILIATION. Si ce n'est par générosité *que ce soit au moins par sens politique*. Leurs querelles retardent le développement de l'Europe.

Telle est la raison d'être du Mouvement Social-Européen, où se côtoient ceux dont la raison a triomphé de la passion, ceux dont la clairvoyance a fait taire de douloureux souvenirs.

Hyacinthe VAN STEENK.

Etudes et Tribune libre

Le vrai visage de l'U.R.S.S.

Les affaires Rosenberg et White ainsi que les enquêtes menées depuis plus d'un an par le sénateur Mac Carthy, ont apporté, comme nous l'avons déjà signalé dans « Défense de l'Occident » des preuves nouvelles de la collusion quasi-universelle d'Israël et de Moscou.

Comme nous le disions à propos de l'affaire White (voir le n° 9 de « Défense de l'Occident ») le déchaînement de la presse et des organisations communistes et crypto-communistes du monde occidental lors de l'affaire Rosenberg a montré que le procès Slansky et les diverses épurations pratiquées en Hongrie, en Roumanie avec mise en accusation des tendances sionistes et cosmopolites, n'avaient pas entraîné de changement radical dans le climat et la nature des rapports entre le Judaïsme et le bolchevisme.

Nous n'avons pas cru, un seul instant, est-il besoin de le dire, à l'antisémitisme communiste. Si, lors du procès Slansky, hésitant, pour expliquer l'événement, à ne tenir compte que des intentions de propagande qui pouvaient avoir animé les instigateurs du procès dans le but de s'attirer les sympathies des pays arabes, nous nous sommes interrogés sur la renaissance possible du sentiment national dans les pays d'au delà du rideau de fer, nous notions toutefois le soin avec lequel les épurateurs distinguaient l'antisionisme et l'antisémitisme,

nous pensions qu'il n'y fallait pas voir qu'un simple camouflage et nous remarquions que de nombreux Juifs continuaient à occuper des situations de premier plan dans les pays satellites et présidaient même parfois à l'élimination d'autres Juifs.

Que le communisme mondial en général et le communisme soviétique en particulier continuent d'être dominés par les Juifs, que la plupart des postes clés du monde soviétique soient encore, comme ils n'ont cessé de l'être, depuis la Révolution d'octobre, publiquement ou clandestinement occupés par des Juifs, un rapport qui nous est récemment parvenu et dont nous nous proposons de donner l'essentiel à nos lecteurs, en impose la conviction absolue. Il montre d'une part que l'avènement de Malenkov qui a été suivi de la liquidation de Béria n'a pas plus sonné le glas de l'influence juive que ne l'avait fait après l'avènement de Staline l'élimination de Trotsky, d'autre part que la raison des procès antisionistes de 1952 est d'ordre purement tactique et que ces procès ont été commandés par le seul souci de s'attirer la sympathie des pays arabes et d'accroître l'influence du parti communiste allemand. Voici d'après ce rapport quels sont les Juifs qui exercent actuellement une influence prépondérante sur la vie politique, économique et intellectuelle de l'U.R.S.S.

Sur les onze membres du nouveau Politburo de Malenkov trois sont Juifs, Kaganovitch, Mikoyan et Chvernik et deux sont mariés avec des Juives, Molotov et Vorochilov.

Lazare Kaganovitch, est-il besoin de le rappeler, était le beau-frère de Staline ; son fils Mikhaïl a épousé en juillet 1951 la fille que Staline avait eue de son second mariage, Svetlana. On le considère comme le personnage le plus influent en Russie depuis la mort de Lénine.

Chvernik, président du Presidium du Soviet Suprême jusqu'à la mort de Staline dirige actuellement les syndicats soviétiques.

Molotov, ministre des affaires étrangères, qui est le seul non Juif qui exerce une influence réelle sur la politique soviétique, a épousé une Juive, la sœur de Sam Carp, Juif multimillionnaire du Connecticut (U.S.A.). Sa fille a épousé l'un des fils de Staline et il se trouve donc allié par le mariage de sa fille avec les Kaganovitch.

Vorochilov, actuel président du Présidium du Soviet Suprême est lui aussi marié avec une Juive.

En dehors du Politburo nous trouvons :

Wladimir Ashberg, grand financier du régime et qui occupe en U.R.S.S. une situation analogue à celle de Baruch aux Etats-Unis. C'est lui qui, avec les banquiers juifs germano-américains Warburg, dont notre regretté collaborateur Erwin Neuberg nous entretenait dans un de ses derniers articles, finança la révolution bolchevique alors qu'il était président de la Nye Bank de Stockholm, aidé également dans cette entreprise par les Schiff de la grande banque juive new-yorkaise Kuhn, Lœb and C°. Après la révolution il fonda, en 1921, la banque commerciale russe ; grâce à cette banque il devint le dictateur des finances communistes. L'attaché financier de la légation soviétique de Berne l'a dépeint comme l'homme le plus extraordinaire du Kremlin (*Evening Star* du 6 septembre 1948). On croit qu'il assista secrètement, en 1948, à la réunion du Congrès Juif Mondial qui se tint en Suisse. Selon le major américain Jordan, Ashberg envoya en mars 1944 le Juif Klenstein en mission ultra secrète auprès du grand banquier international juif de New-York Herbert Lehman que la *Chicago Tribune* du 29 mai 1950 présente comme l'un des trois dirigeants réels des U.S.A. et qui est en tous cas le principal bailleur de fonds électoraux du parti démocrate.

Mark Mitin, membre de l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S. est le théoricien marxiste le plus en vue. C'est lui qui a orchestré la récente campagne antisémite et antisioniste, campagne qui avait les objectifs suivants :

1) Obtenir les faveurs des antisémites d'Allemagne et particulièrement des néo-nazis hostiles à la politique américaine de l'immédiat après guerre, à l'égard de l'Allemagne et opposés à la politique d'intégration occidentale.

2) S'attirer les sympathies des Arabes antisionistes et des peuples musulmans que l'aide fournie par l'Amérique aux conquérants juifs de la Palestine arabe éloigne du camp occidental et particulièrement du régime instauré par le général Négub en Egypte.

3) Retarder la prise de conscience graduelle par une large fraction de l'opinion américaine du caractère juif du communisme, au prix de quelques gestes antisémites.

Mitin est collaborateur régulier de l'hebdomadaire du Kominform « Pour une paix durable, Pour une démocratie populaire » il y développe habituellement des thèmes violemment antisionistes et anti-américains (exemple l'article qu'il a publié dans le numéro du 20 février 1953). Cet article a été stigmatisé par la presse juive du monde occidental comme une preuve évidente de l'antisémitisme communiste, bien qu'aucun doute n'ait existé dans ladite presse quant à l'appartenance raciale de son auteur.

Pavel Yudin est une des personnalités les plus importantes du régime soviétique. Il occupe les postes clés suivants : chef de la section d'histoire et de philosophie de l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S. ; vice-président du comité d'édition des publications scientifiques populaires de Moscou, il est aussi rédacteur en chef de l'hebdomadaire du Kominform « Pour une paix durable, pour une démocratie populaire ». Yudin a présidé en 1952 à l'épuration du parti communiste bulgare et d'avril à décembre 1953 il a été conseiller du parti communiste et de l'armée rouge en Allemagne orientale dont il a été en fait, pendant cette période, le véritable dictateur. En janvier 1954, Yudin a été nommé Ambassadeur en Chine rouge pour y surveiller la communisation de toute l'Asie, Japon, Inde, Indonésie et Indochine compris. Kravchenko le présente dans son livre « J'ai choisi la liberté » comme le chef de la propagande du gouvernement de guerre de l'U.R.S.S., puis la guerre finie, comme le responsable de la section agitation et propagande du comité central du parti communiste.

Lavrentiev, de son vrai nom Lippmann, est le chef de l'espionnage soviétique. Il a joué un rôle prédominant au sein de la délégation soviétique à la première assemblée générale des Nations Unies qui s'est tenue à San Francisco en 1945. Il y noua des relations particulièrement cordiales avec le traître américain Alger Hiss qui dirigeait la délégation américaine.

Ambassadeur en Tchécoslovaquie de 1951 à 1952, c'est lui qui ordonna l'arrestation de Slansky et de Geminder et des autres Juifs de premier plan qui furent jugés en novembre 1952 et soi-disant exécutés le mois suivant. Le ministre tchèque de la justice lors du procès Slansky, le Dr Stefan Rais était lui-même un Juif, ce qui n'a pas empêché la presse juive occidentale de crier à l'antisémitisme communiste. Des Tchèques réfugiés en Allemagne en décembre 1952 ont déclaré

qu'il n'existait aucune preuve de l'exécution de Slansky et de Geminder et qu'il y avait de fortes raisons de croire qu'ils avaient été emmenés secrètement en Russie. Le procès n'aurait été qu'une adroite comédie destinée à tromper l'opinion antisémite d'Allemagne et des pays arabes, à semer la confusion dans les mouvements américains anticommunistes dirigés par des hommes comme Gérald Smith ou Mac Gintley qui identifient le communisme avec les Juifs et à atténuer l'effet des enquêtes menées au Sénat américain par les Sénateurs Mac Conan et Mac Carthy sur la trahison communiste aux Etats-Unis.

Une comédie semblable avait été jouée deux ans plus tôt par la Juiverie Mondiale à propos de l'écrivain judéo-soviétique Itzig Pfeffer dont l'*American Jewish Year book* de 1950 prétendait qu'il avait été liquidé par les communistes. Or, à cette époque Pfeffer, si l'on en croit la *Jewish Chronicle* de Londres du 25 avril 1952, vivait tranquillement à Riga et, toujours selon la *Jewish Chronicle* dans son dernier numéro du 17 avril 1953, il est ensuite rentré à Moscou où il se porte bien.

Nommé ensuite Ambassadeur en Roumanie où il resta de 1952 à 1953, Lavrentiev présida à l'épuration d'Anna Pauker. Une fois de plus et bien que la Juive Anna Pauker ait été remplacée par les Juifs Bughiei et Chisinevski alias Broitman, la presse occidentale juive cria à l'antisémitisme stalinien et des progrès considérables furent enregistrés par le prestige soviétique dans les pays germaniques et arabes.

On retrouve enfin Lavrentiev en juillet 1953, à Téhéran où il tente de faire de l'Iran un satellite de l'U.R.S.S. et de mettre la main sur le pétrole du Golfe Persique en noyautant le front national du Dr Mossadegh et en le compromettant avec l'appui du parti Toudeh.

Le Professeur Varga est un des intellectuels juifs les plus connus d'Union Soviétique ; directeur de l'Institut d'Etudes politiques et économiques mondiales de l'U.R.S.S., il est également membre des comités de rédaction des journaux soviétiques les plus importants.

Principal théoricien du marxisme dans le domaine économique, il est aussi avec Lavrentiev et Yudin l'un des ambassadeurs soviétiques itinérants chargés de procéder à l'épuration

des partis communistes des pays satellites. Envoyé en Hongrie en 1952 pour épurer le parti communiste de ce pays le plus enjuivé de tous les partis communistes d'Europe centrale et orientale, il procéda à la liquidation du chef de la police secrète, le Juif-Hongrois Gabor Peter, mais il laissa le parti aux mains des Juifs Gervé, Rakosi, Farkas et Revar.

Le célèbre écrivain Ilya Ehrenbourg est le chef de l'organisation mondiale des combattants de la paix. Prix Staline de la Paix il a dominé les débats du congrès des partisans de la Paix qui s'est tenu à Vienne en décembre 1952. Il écrit assez fréquemment des articles antisionistes pour la consommation arabe bien qu'il ait été de 1945 à 1948 l'un des soutiens les plus actifs du sionisme.

Mosenko est ministre des transports et de l'industrie lourde; Anatole Yakovlev était le chef du réseau d'espionnage rouge auquel appartenaient Harry Gold et les Rosenberg lorsqu'il était consul général de l'U.R.S.S. à New-York. C'est un des experts russes en matière d'espionnage.

David Zaslavsky est éditorialiste en chef de la *Pravda* où il développe les théories antisionistes quand c'est nécessaire pour obtenir certains appuis.

Le Professeur Trainin, principal juriste d'Union Soviétique occupe actuellement les postes suivants : Directeur de l'Institut Juridique de Moscou, chef de la section d'économie politique et de droit de l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S., membre de la commission soviétique des crimes de guerre, membre du Présidium de l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S.

Boris Stein est professeur à l'école diplomatique du ministère des affaires étrangères. Spécialiste d'histoire diplomatique, il représente l'Union Soviétique aux Nations Unies.

Jacob Malik, ancien chef de la délégation russe aux Nations Unies est actuellement Ambassadeur en Grande-Bretagne.

Salomon Abrahamovitch Reback, ancien membre de la police secrète, est actuellement le principal conseiller scientifique de la commission russe de l'énergie atomique et chef de la section du personnel.

Constantin Simonov, directeur de la *Literatournaïa Gazeta*

célèbre auteur dramatique, est un spécialiste des pièces violemment anti-américaines.

Manuilesky est le dictateur de l'Ukraine, dont le Juif Korheichuck est président.

Léon Abeli, premier vice-président du Présidium de l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S., est également chef de sa section de Biologie et aussi directeur de l'Institut Pavlov de Léningrad et président de la Société des physiologues, biochimistes et pharmacologues de l'U.R.S.S. L'Académie des Sciences de l'U.R.S.S. dont font déjà partie comme nous l'avons vu Mark Mitin, Pavel Yudin et Varga est un véritable repaire de Juifs ; on y trouve les Juifs Joffe, Nascuko, spécialiste des questions orientales à la section d'Histoire et de Phylosophie, Rotstein, Levinson, spécialiste des questions chinoises, etc... qu'ils soient chefs des différents départements, membres correspondants, ils appartiennent tous à la race élue. Il en va de même de la plupart pour ne pas dire de la totalité des grandes institutions scientifiques et culturelles de l'U.R.S.S. dont tous les directeurs sont Juifs ; leur énumération serait fastidieuse et nous préférons l'épargner à nos lecteurs, nous contentant seulement de leur signaler que l'énergique colonel Rudenko, fameux procureur soviétique au procès de Nuremberg, grand pourfendeur de criminels de guerre devant Jehovah, en compagnie du très distingué israëlien Tory Sir David Marxwell Fyfe est actuellement procureur général de l'U.R.S.S.

Pour finir, signalons pour l'édification de ceux de nos lecteurs qui suivent l'actualité musicale que les fameux artistes soviétiques dont la presse française nous a récemment rebattu les oreilles en les représentant comme les héritiers de la grande tradition musicale russe, c'est-à-dire les David et les Igor Oistrakh, les Lev Oborine, les Emile Guillels sont aussi authentiquement russes que Charlie Chaplin est un authentique descendant des compagnons de Guillaume le Conquérant.

xxx

Wall Street règne à Washington

Les spécialistes occidentaux des questions soviétiques — du moins la plupart d'entre eux — seraient convaincus que l'U.R.S.S. ne désire pas la guerre, encore qu'elle ne cessât de s'y préparer avec méthode depuis la fin des hostilités.

Si leurs déductions étaient exactes, le Kremlin aurait donc la certitude de triompher sans courir les risques d'une conflagration mondiale. L'appauvrissement des peuples, principalement dû aux dépenses considérables faites pour les armements, et le mécontentement général qui s'ensuivrait créeraient un climat et un terrain favorables aux activités des sections nationales du Kominform.

La démagogie communiste aurait alors beau jeu pour dénoncer l'égoïsme des classes possédantes et pour lancer contre elles les masses misérables et sous-alimentées des grands centres industriels. Les prétoriens du régime démocratique seraient balayés par la formidable marée qui déferlerait alors sur le « monde libre ».

Il se peut que ce soit là une vue de l'esprit. Mais on aurait tort, à notre avis, de sous-estimer la force de la propagande anti-capitaliste des agents de Moscou et, plus encore, de leur founir des arguments. Les succès communistes sont bien souvent la conséquence des erreurs et des excès du capitalisme.

La Haute Banque, qui favorise la concentration industrielle et financière au détriment des moyennes et petites entreprises, qui transforme ainsi chaque année en prolétaires des milliers d'artisans et de boutiquiers, fait plus pour le communisme que toutes les propagandes rouges réunies.

La Maison Blanche ne semble pas avoir conscience de ce danger. Le sénateur Mac Carthy, dont les sentiments sociaux et chrétiens sont connus et qui a un sens plus vif des réalités, doit s'en rendre compte. Son œuvre de désintoxication des services publics est vouée à l'échec si les abus du système capitaliste détruisent au fur et à mesure ce qu'il a tant de mal à restaurer.

On ne peut, dans ces conditions, que regretter la colonisation opérée par l'oligarchie financière et industrielle dans les cercles dirigeants américains, au moment même où les U.S.A. se posent en champion de l'antibolchevisme dans le monde.

Le Général Eisenhower semble avoir cédé un peu trop facilement aux pressions exercées par les businessmen. Sa victoire, qui est celle de l'anticommunisme militant, risque d'apparaître aussi comme le triomphe du grand capital et des profiteurs internationaux.

A aucun moment de leur histoire, les Etats-Unis n'ont été aussi étroitement

régentés par les puissances d'argent que sous la Présidence Eisenhower. Même Roosevelt, pourtant fermement tenu en laisse par certains banquiers israélites, n'avait été aussi loin. Tous les leviers de commande sont aux mains des oligarques. La part prise dans les affaires publiques par Wall Street et la grosse industrie est si grande que, dans maintes circonstances, le choix du Président s'est heurté au veto du Sénat américain.

L'information suivante, publiée par un grand quotidien français, en dit long sur l'emprise des grands trusts dans l'administration républicaine :

« New-York, 12 septembre (dep. France-Soir).

« Le Gouvernement américain a annoncé qu'il allait signer un contrat de 200 millions de dollars avec la « Général Motors » pour la construction de tanks moyens M. 48. Ce tank sortait jusqu'à maintenant des chaînes de la Compagnie Chrysler. La « General Motors » ayant offert au gouvernement de le construire à un prix de revient moindre, aura à partir d'avril 1954, le monopole de sa production.

Ainsi sera appliqué le principe préconisé par Charles Wilson, secrétaire à la Défense Nationale, pour la production pour être efficace, doit être centralisée. »

Ce contrat passé entre le gouvernement et la « General Motors » est commenté avec un certain cynisme par la grande presse américaine qui rappelle que M. Wilson, secrétaire à la Défense Nationale, était, au moment où il fut appelé à ce poste par le Président Eisenhower, président et principal actionnaire de la « General Motors ». Le Sénat américain, après de longues discussions, n'avait ratifié ce choix qu'à la condition expresse que M. Wilson abandonne les actions qu'il détenait.

M. Charles Edwin Wilson, secrétaire de la Défense Nationale, était en effet Président de la « General Motors », dont il possédait avec sa femme 51.500 actions. Il était également administrateur de la « Texas Illinois Natural Gas Pipe-Line C° » et détenait en outre 10.000 actions de l' « United Electric Corporation », 7.500 de la « Grevhound C° » et 1.200 de la « National Bank of Detroit ». Malgré les assurances données, on a du mal à croire que M. Wilson, qui se montre si bienveillant à l'endroit de la « General Motors », ait abandonné ses intérêts dans la puissante compagnie dont il était le principal dirigeant et le plus gros actionnaire.

Le cas de M. Wilson n'est pas unique. Au lendemain de son installation à la Maison Blanche, le Président avait annoncé qu'il entendait confier les postes-clés à des techniciens, et il avait aussitôt confié la direction de son « Comité de Conseillers Economiques » à trois personnes, dont une seule pouvait passer pour « capitaliste » : Nelson A. Rockfeller.

A quelque temps de là, la désignation des membres représentant le public à la « Commission pour l'Etude du Commerce avec l'Etranger », devait accentuer dangereusement la tendance. Sous la présidence de M. Randall, magnat de la « Inland Steel C° », la dite commission compta six nouveaux membres, dont cinq gros financiers et industriels nommés par le Président Eisenhower : M. Jesse W. Tapp, vice-Président de la « Bank of America », M. John H. Whitney, banquier, associé de la « J.-H. Whitney Company C° », M. C.-C. Parker, Président de la « Kimberly Clark Corporation of Wisconsin », M. Lamar Flemming, Président du trust cotonier « Anderson, Clayton and C° », M. H. Williams, Professeur d'Economie politique à l'Université d'Harward, et M. David Mac Donald, Président du Syndicat unifié des Metallurgistes.

Le choix des membres du Gouvernement américain confirma qu'il ne s'agissait pas là d'un hasard : les Affaires Etrangères furent confiées à M. John Foster Dullos, du Cabinet « Sullivan and Cromwell », qui travaillait avec les trust mondiaux « Imperial Chemical » et « American Corporation ».

Les Finances à M. George M. Mumphrey, banquier et industriel de Cleveland (Ohio), administrateur de « Pittsburg Consolidated Coal C° ».

Pour occuper le poste de secrétaire adjoint à la Défense, on désigna un ancien administrateur de la « General Motors », M. Roger Kyes qui possédait 3.000 actions de cette Société.

M. Robert I. Stevens, gros personnage de la « Federal Reserve Bank of New-York », fut nommé secrétaire à l'Armée (ministère de la Guerre). Le Secrétariat à l'Aviation (ministère de l'Air) fut confié à M. Harold Talbott, Président de la « Dayton and Wright Air Plane C° », M. James H. Smith, directeur de la « Stick-Air-Ways C° », devint secrétaire adjoint à l'Aviation maritime.

L'un des pontes de la Société « Chevrolet », M. Arthur E. Summerfield, fut nommé Postmaster general (ministre des Postes) (1).

Sans l'opposition du Sénat, qui contraignit MM. Wilson, Kyes et Talbott à abandonner leurs fonctions et à céder officiellement leurs intérêts dans les sociétés capitalistes qu'ils dirigeaient ou contrôlaient, M. Robert Sprague, dirigeant d'une firme de construction d'appareils électroniques, aurait été chargé du sous-secrétariat à l'Aviation.

Quant au corps diplomatique, il a connu des avatars analogues : les deux postes les plus importants, celui de Londres et celui de Paris, ont comme titulaires d'éminents représentants de la Haute Banque.

C'est M. Winthrop W. Aldrich, président de la « Chase National Bank » et beau-frère de M. Rockefeller qui représente les U.S.A. auprès de Sa Gracieuse Majesté et c'est M. Douglas C. Dillon, Président de la « Banque Dillon Read and C° » et administrateur de l' « American Petroleum Corporation », qui est l'ambassadeur de la Libre Amérique dans le pays de La Fayette (2).

Nous ne croyons pas que le Général Eisenhower, qui est un homme intègre, se soit fait consciemment le complice d'une ploutocratie envahissante. Nous craignons seulement que sa formation — ou son inexpérience politique — ne lui permette pas toujours de se rendre un compte très exact du danger que représente cette surprenante invasion, non seulement pour son pays, mais aussi pour les nations liées politiquement, financièrement ou militairement à Washington.

Outre le danger que représente l'exploitation par les communistes et les progressistes de cette inquiétante situation, la main-mise officielle des trusts sur le gouvernement américain peut alarmer, à juste titre, une opinion publique mondiale attentive aux empiètements répétés de l'Impérialisme de Wall Street.

Henry VILLENEUVE.

---

(1) M. Roger Monnevée, directeur des « Documents Politiques », possède une importante documentation sur la question.

(2) Signalons aussi que le banquier L. Corrin est ambassadeur à Oslo et que le financier israélite Robert Guggenheim, de l' « American Smelting and Refining Company », est ambassadeur à Lisbonne.

Eléments d'une nouvelle idéologie

(Suite)

XII

LE SOCIALISME CULTUREL

Un nouvel ordre social et étatique serait sans objet si le peuple n'était pas pénétré d'un esprit nouveau. Les structures se révèleront plus ou moins efficaces mais, même les plus valables d'entre elles, peuvent être faussées dans leur application si les hommes sont sans caractère.

Or, le matérialisme de notre époque, conception selon laquelle le but de la vie réside dans la seule satisfaction des besoins matériels ou des instincts élémentaires a donné naissance à un type d'homme déraciné qui demeure déçu et abandonné dans sa course sans espoir vers le bonheur matériel. La conception rationaliste de l'univers est impuissante à répondre à notre désir de donner un sens, une valeur à notre existence. Par contre, la vieille conception religieuse qui définit l'évolution de l'espèce humaine comme une lutte violente entre la lumière et les ténèbres, entre le bien et le mal et exalte le rôle de combattant joué par l'homme dans cette lutte, doit redevenir le principe fondamental de notre vie. Le conservatisme culturel, de son côté, se réfère à un stade périmé de l'évolution spirituelle de l'homme et ne peut satisfaire la conscience intellectuelle de l'homme moderne. Le libéralisme culturel, enfin, en plaçant l'individu et ses intérêts au centre de toute activité, est à l'origine de la décadence de notre époque.

Il nous faut donc créer un socialisme culturel qui sera le support spirituel de notre volonté communautaire. Le socialisme signifie avant tout communauté. Le marxisme en a fait la revendication d'une société fondée sur la lutte des classes et l'a rattaché aux conceptions matérialistes du siècle dernier. Il faut libérer le socialisme de ces liens et en faire l'expression d'un idéalisme moderne. La nouvelle organisation sociale, économique et politique devra être l'expression d'une hiérarchie des valeurs mises au service d'un esprit nouveau.

L'éducation fournit l'arme décisive pour la réalisation de ce nouvel ordre. La famille reste à cet égard le noyau cellulaire de la société. Les familles servaient autrefois de supports à des traditions particulières ayant un caractère social donné. La jeunesse, grâce à l'éducation qu'elle y recevait, grandissait dans l'esprit même de la communauté.

Ces traditions familiales disparurent au début de la révolution industrielle. Les conditions même qui permettaient le maintien de ces traditions disparurent, et, dans les grandes villes, les hommes poussés pêle-mêle devinrent une masse sans âme et sans direction.

Les nouvelles classes sociales issues de la démocratie capitaliste, ne se soucient que de leurs intérêts matériels et elles ne cherchent à donner aucun sens à la vie. Le rôle du corporatisme qui est de faire disparaître ce faux sentiment de classe et de le remplacer par le sentiment d'une communauté populaire, exige à la fois une action en profondeur et une distribution uniforme de l'éducation. Pour atteindre ce but, il existe un moyen tout désigné : l'instauration d'un Service Social Féminin qui devra être accompli à la même époque que le service militaire masculin. L'éducation des enfants, l'organisation du logement et la création de traditions familiales particulières doivent être les principes de cette éducation. Puisque des femmes venues de tous les anciens groupes sociaux et de toutes les anciennes classes recevront alors la même formation, le Service Social Féminin sera une arme puissante dans l'aristocratisation de la masse. Il est inutile de préciser que ce Service Social doit rester absolument indépendant vis-à-vis des partis politiques.

Le rôle de l'école est de donner à la jeunesse un potentiel d'action dans la vie pratique, mais si elle doit être chargée de toutes les autres tâches possibles, elle ne pourra remplir le rôle qui lui incombe. Celui-ci consiste à dispenser à l'ensemble du peuple une formation à la portée de tous. Cependant à son stade le plus élevé, une éducation en profondeur s'avère nécessaire afin de faire contrepoids à la spécialisation à outrance. C'est pourquoi la recherche scientifique doit être soutenue dans tous les domaines. Le manque d'intérêt à l'égard des recherches pures a en fin de compte une incidence fâcheuse, car les recherches authentiques sont toujours synonymes de progrès. L'Etat, d'autre part, a parfaitement le droit de confier des tâches précises à la science, mais celle-ci devra les remplir dans un esprit de parfaite indépendance.

La mission éducative de l'école démocratique sera assurée par une Organisation de Jeunesse qui englobera l'ensemble de celle-ci. Elle aura un caractère apolitique et sera dirigée par des jeunes. Dans son sein, les jeunes gens de tous les groupes sociaux se rencontreront, une nouvelle forme de vie communautaire prendra naissance, la jeunesse recevra une éducation faisant place à de larges débats, l'esprit de la nouvelle communauté et la hiérarchie des devoirs naturels y seront inculqués sous sous les formes différentes de celles de l'école. Une organisation d'ensemble de la jeunesse constitue le dernier moyen pour hâter la disparition des frontières de classes sur le plan psychologique et créer une véritable communauté culturelle.

L'éducation populaire est la condition du droit de suffrage de l'individu dans la société corporative et dans le nouvel Etat populaire, elle conditionne

la liberté mais ne signifie pas et ne saurait signifier une uniformisation spirituelle. Chaque culture devra toujours se référer à certaines valeurs fondamentales qui lui sont propres et qui seront reconnues par tous. Sans un tel respect de ces valeurs propres tout débat serait dénué de sens, car si les conditions nécessaires à un échange d'opinion viennent à faire défaut personne ne pourra comprendre son voisin. La liberté ne peut avoir un sens que dans une communauté, la diversité de la vie spirituelle ne prend tout son relief que dans le cadre d'une culture commune. Le socialisme culturel, comme le corporatisme et l'idée d'Etat populaire, exprime une synthèse où se fondent les traditions nées du conservatisme et les réformes radicales reconnues nécessaires par l'époque moderne.

Le socialisme culturel rejette les tentatives des régimes dictatoriaux pour rendre l'art et la science tributaires de l'Etat, il met en revanche l'accent sur son rôle véritable qui consiste à favoriser leur développement. Autrefois les villes fortifiées et les cathédrales du Moyen-Age furent bâties par des masses qui n'avaient que leurs muscles et elles exprimaient toutefois la sensibilité d'une caste seigneuriale ; demain les chefs-d'œuvre de l'architecture doivent être l'expression de la conscience du peuple tout entier.

Cependant, dans les limites d'une minorité sociale ou d'une communauté populaire, chaque œuvre d'art, chaque innovation scientifique restent toujours l'œuvre d'un individu, de l'esprit créateur d'un artiste ou de l'intuition d'un chercheur. La vie de la communauté trouvera toujours son impulsion et son épanouissement dans les actes de chaque personnalité.

XIII

L'EMPIRE EUROPEEN

Le vieux nationalisme faisait souvent ressortir la primauté de la politique étrangère, la nation devait s'affirmer aux dépens d'autres peuples. Le nouveau nationalisme social met en revanche l'accent sur la politique intérieure. Instaurer une collaboration entre les différents groupes sociaux au service des buts communs fixés par la nation est l'objet principal du développement interne. La détermination de la politique étrangère résulte logiquement de cette condition : la communauté populaire à l'intérieur doit sur le plan de la politique extérieure se traduire en communauté de peuples. Le but primordial de l'évolution internationale reste la collaboration des peuples au service de la civilisation commune. L'affirmation de la personnalité individuelle ne doit pas se manifester à l'intérieur de la société sous la forme de lutte violente ; de même l'affirmation d'une nation trouve son expression dans l'émulation dont elle fera preuve grâce à ses réalisations dans le domaine culturel. Par la science, la recherche et l'art, par des réalisations économiques et sociales un peuple pourra devenir une grande puissance. Le principe de l'égalité de droit des peuples placera les réalisations de chacun d'eux au premier plan, avant les richesses en matières premières et le chiffre de la population.

Le but, qui dans ce domaine nous importe le plus et qui est la conséquence logique de notre programme, est l'unité de l'Europe. L'Europe est une communauté culturelle ayant une histoire commune, ses racines partent de trois collines symboliques : l'Acropole, le Capitole et le Golgotha. Peut-être devrions-nous y ajouter les collines du vieil Uppsala, comme symbole du vieux monde légendaire germanique.

L'Europe moderne, au sens propre, fut fondée en Espagne, où l'Eglise du Moyen-Age prit le caractère d'un phénomène propre à l'Occident. Lorsqu'à Tolède, l'Eglise plaça le mot « filioque », c'est-à-dire « et le fils », à côté de celui du Père et du Saint-Esprit, les deux voies de Rome et de Byzance se séparèrent.

Byzance alla vers Moscou. L'Est européen reçut l'empreinte de la société pyramidale des peuples orientaux tandis que l'Ouest, grâce à une plus grande liberté de l'Eglise devint le berceau de la liberté moderne. Le conflit entre l'Empire et la Papauté provoqua une division malheureuse de l'Europe mais créa aussi les conditions de sa liberté. C'est pour cette raison que le grand rôle de notre époque consiste à réaliser les idées d'unification des Hohenstaufen en les unissant au désir impétueux de liberté de Cluny.

L'Europe a été détruite au cours de deux guerres mondiales. Le peuple allemand, cœur du continent, a été partagé entre l'est et l'ouest, on l'a dépouillé de son honneur, sa liberté est restreinte, sa capacité industrielle réduite et il a été enfin exposé au déchaînement d'une haine sans pareil. L'Espagne, qui a suivi son destin propre à travers deux guerres mondiales et a écarté le péril communiste au prix d'une lutte violente, a été isolée pendant des années par les grandes puissances démocratiques et a lutté seule contre de graves difficultés économiques et sociales. La France, divisée à l'intérieur, perd du terrain chaque jour en Asie et en Afrique. L'Italie n'a pu se retrouver après la chute d'un passé glorieux. Les pays du Benelux ont été affaiblis par les conséquences de la guerre et leur union douanière n'existe guère que sur le papier. Les peuples nordiques sont divisés. L'Autriche est occupée et toute l'Europe orientale est sous l'emprise soviétique. Afin de ne pas être complètement detruite par le communisme, l'Europe se vend à l'Amérique qui chaque année doit payer des sommes énormes pour soutenir des régimes incapables de vivre.

Il n'y a qu'une solution à ce problème : les petites nations d'Europe doivent se joindre pour former la Grande Nation Européenne. Entre les deux géants de la politique mondiale à l'est et à l'ouest, l'Europe peut s'affirmer comme une unité politiquement fermée. Une fédération des peuples européens sur le modèle du Conseil de l'Europe de Strasbourg n'amène pas de solution. Nous nous trouvons devant l'alternative suivante : ou la destruction, ou l'Empire. La voie qui nous y conduira ne passe pas par des négociations diplomatiques au cours de conférences ministérielles ou au sein de commissions parlementaires. Il faut en premier lieu ancrer dans l'esprit des masses la conscience européenne. Les nationalistes d'Europe doivent considérer la création de l'Empire d'Europe comme le but de leurs efforts. Il faut maintenir prêtes les ressources d'énergie de tous les groupes sociaux européens, il faut enthousiasmer les masses pour l'avenir de l'unité européenne, il faut créer un corps de dirigeants des mouvements nationaux de tous les pays, un corps dominé par la fidélité, l'amitié, la

solidarité humaine. Les organisations nationales, animées de la même conception réformiste et sociale, doivent graduellement se transformer en instruments au service de l'idée commune d'Empire. Elles devront gagner peu à peu dans un pays puis dans l'autre la position qui rendra enfin possible l'éclatement des frontières et la proclamation de l'Empire d'Europe.

L'Empire Européen sera bâti sur l'égalité de droit des peuples et la liberté nationale des anciens Etats. Il faut mettre un terme à l'humiliation de l'Allemagne et à l'isolement de l'Espagne de façon radicale. Les peuples français et italien doivent retrouver leur confiance en eux-mêmes et leur foi en l'avenir. la France doit tendre sans crainte la main à l'Allemagne. Les petits peuples obtiendront leur égalité de droit en fonction de leurs réalisations. Pour accéder à la direction et faire partie de l'administration de l'Europe, on ne tiendra pas compte de la nationalité, seules les aptitudes personnelles doivent déterminer la fonction au sein de l'Empire européen.

Les douanes et le système monétaire seront communs, cela va de soi, ainsi que la souveraineté militaire dont l'ensemble est laissé aux autorités impériales. La rémunération du travail et les prix des denrées alimentaires seront fixés dans toute l'Europe selon les mêmes principes. Les travailleurs touchant de bas salaires obtiendront de ce fait une élévation considérable de leur standard de vie, les paysans recevront en échange de leurs produits des prix correspondants aux salaires. Les conventions seront partout les mêmes, tandis que les salaires communs seront déterminés en fonction de la capacité productive moyenne de chaque secteur économique.

La représentation populaire de l'Empire garantira les intérêts des différentes nations ainsi que les intérêts corporatifs commun à l'Empire. L'organe suprême de l'Empire devra posséder les pouvoirs suffisants pour affirmer et approfondir l'unité de l'Europe.

Il ne s'agit pas ici d'entrer dans le détail d'une organisation européenne, mais d'en formuler les principes fondamentaux. Toutes les innovations de l'esprit humain étaient autrefois considérées comme des utopies. L'utopie « Europe » peut demain devenir une réalité. L'Europe sera ainsi créée à la seule condition que les hommes conscients de la justesse et de l'opportunité de l'idée européenne soient animés par une foi authentique et s'attaquent aux difficultés de l'entreprise avec une fidélité absolue en l'idée pour laquelle ils combattent.

PER ENGDAHL.

(A Suivre.)

Documents

Lettres sur la C. E. D.

par **Alfred FABRE-LUCE**

Sous ce titre, Alfred Fabre-Luce a entrepris d'envoyer périodiquement à un certain nombre de particuliers, un lettre publique exprimant sa position à l'égard de la C.E.D., en leur demandant d'intervenir par des pétitions, des lettres personnelles auprès de tous députés. Nous avons pris la liberté de publier ce texte parmi nos documents et nous demandons à nos lecteurs de la diffuser et d'adresser à Défense de l'Occident *toute réponse ou lettre d'acceptation à transmettre à M. Fabre-Luce.*

PREMIERE LETTRE

Je n'écris pas à vous seul. J'écris à des milliers de Français. Et pourtant c'est bien à vous personnellement que je m'adresse. J'espère que vous ne quitterez pas cette feuille sans être convaincu que j'ai eu raison de vous écrire, que je vous entretiens d'une question vitale pour vous comme pour moi et sur laquelle vous pouvez avoir une influence décisive. Peut-être le savez-vous déjà. Peut-être ne fais-je, en vous écrivant, que traduire votre propre conviction. Vous excuserez alors le « je » qui reviendra dans cette lettre, en considérant que dans mon esprit il est déjà un « nous ».

Pour que vous me compreniez pleinement, il faut d'abord que j'évoque un souvenir. Au début de 1936, j'étais rédacteur en chef de « L'Europe Nouvelle », l'hebdomadaire français de politique étrangère. Le 25 janvier, dans

un éditorial avant d'y abandonner mes fonctions, je mettais en garde l'opinion contre une prochaine tentative hitlérienne de remilitarisation de la Rhénanie. Je montrais la nécessité et la possibilité de résister ; je brossais le tableau des funestes conséquences qu'une capitulation ne pourrait manquer d'entraîner. Quelques semaines plus tard mes craintes se réalisaient. Le 7 mars, Hitler, qui ne disposait alors que de forces infimes, déchirait le Traité de Locarno et se préparait à construire la ligne Siegfried, sans susciter aucune réaction française. Ce jour-là, tout pouvait encore être sauvé. Une intervention — nous le savons aujourd'hui — aurait fait reculer le dictateur (et rompu son envoûtement). Le lendemain, tout était perdu : nous ne pouvions plus arrêter le réarmement allemand, nous ne pouvions plus secourir efficacement nos alliés de l'Est et nous restions pourtant liés à eux : nous courions donc à la défaite. Privé de tribune, je n'avais pu, au dernier moment, reprendre et renouveler mon avertissement. J'ai souvent regretté par la suite de n'avoir pas alors utilisé la forme dir cte que j'emploie aujourd'hui. Comment, me disais-je, j'avais entrevu à temps Munich et juin 1940, et je n'avais pas apostrophé mes contemporains, je n'avais pas pris chacun d'eux par le bouton de son gilet, je ne l'avais pas secoué jusqu'à lui faire comprendre les malheurs effroyables qui allaient naître de sa carence et l'atteindre dans sa vie, ses enfants, ses biens, sa liberté ! Sept ans après, j'ai eu dans une prison de la Gestapo, le loisir de méditer sur cette occasion perdue. En 1954, je ne laisserai pas passer la suivante.

Sans doute, les circonstances paraissent bien différentes. L'échelle du monde a changé. L'ennemi n° 1 n'est plus le même. On n'attend plus de nous une intervention militaire, mais une décision politique. L'échéance qui approche, c'est seulement celle du débat sur l'armée européenne. Pourtant, la décision n'est pas moins fatidique. En 1936, par notre inertie, nous avons perdu le bénéfice de la démilitarisation rhénane, acquise grâce à notre victoire de 1918, et de sa reconnaissance volontaire en 1925 par une Allemagne libre, chef-d'œuvre de notre diplomatie, qui nous avait permis d'obtenir pour la première fois une stricte garantie anglo-saxonne. Aujourd'hui, c'est le Pacte Atlantique, matérialisé par la présence américaine et anglaise sur le continent, qui remplace le Traité de Locarno, et la bonne volonté de l'Allemagne libre se manifeste par une offre de renonciation à cette indépendance politique et militaire qu'un facile chantage lui permettrait aujourd'hui de retrouver. Allons-nous, cette fois, déchirer de nos propres mains le Traité qui nous protège, renvoyer les Anglo-Saxons chez eux et rendre sa liberté à l'Allemagne ? Voilà ce que signifierait un refus de la C.E.D., et ce ne serait pas moins grave que notre carence du 7 mars 1936.

Le pays est mieux averti aujourd'hui qu'alors. Une vaste discussion (trop tardive) s'est instituée. Quelques vérités utiles se sont répandues. Pourtant le destin hésite encore. Puisqu'au sein du Parlement des forces sensiblement égales s'opposent, chaque citoyen peut espérer faire pencher la balance par son action personnelle. Jamais vous — vous à qui j'écris — ne retrouverez une pareille occasion d'exercer vos droits de citoyen. Jamais vous n'aurez à prendre parti dans un débat plus essentiel, jamais les mots que vous direz, les lettres que vous écrirez n'auront une plus grande portée. Vous allez vivre un moment historique et vous allez y être intimement associé. Pendant quelques semaines,

vous allez vivre au-dessus de vous-même, de vos mornes occupations, de votre vie éphémère. Vous allez incliner dans un sens ou dans l'autre la politique mondiale. Décidez-vous à faire face. Agissez, au lieu de regretter, quelque jour, dans un camp de concentration de n'avoir pas agi.

***

Depuis deux ans, des spécialistes échangent leurs arguments au sujet des 132 articles du Traité de la C.E.D. Je connais aussi bien que quiconque ces arguments. Je vous les résumerai scrupuleusement dans une lettre ultérieure. Je vous montrerai aussi la vanité de beaucoup de ces controverses, et parfois leur ridicule, digne de Molière. Mais laisse-moi vous dire tout de suite : la question n'est pas là. Aucun texte n'est parfait et tous les textes évoluent dans leur application. Une décadence française, une résurrection française peuvent s'exprimer aussi bien à l'intérieur qu'en dehors de la C.E.D.

Ce qu'il y a d'essentiel dans le Traité qui nous est soumis, c'est un symbole : un symbole de coopération occidentale et de réconciliation franco-allemande. Personnellement, je ne crois pas que le texte de la C.E.D. soit mauvais. Mais si les travaux poursuivis depuis plusieurs années avaient abouti à un texte différent, je le soutiendrais sans doute avec la même énergie. Le Traité de la C.E.D. a le mérite essentiel d'exister. Il n'y a pas à chercher au-delà de lui un compromis, car il est déjà un compromis laborieusement établi entre les tendances diverses. Nul n'admettra au dehors que la France, après avoir lancé l'idée et signé le document, n'en soit pas responsable. Ne faisons pas aujourd'hui — nous qui avons besoin d'amis — ce que nous avons amèrement reproché aux Etats-Unis de faire en 1919 avec le Traité de Versailles la Société des Nations. En reniant alors la signature de Wilson, ils ont compromis pour vingt ans leur autorité internationale et largement contribué au retour de la guerre. Nous aurions d'ailleurs moins d'excuses, car dans notre système parlementaire, l'Assemblée peut, à chaque instant, redresser le gouvernement quand elle le juge engagé dans une mauvaise voie. Or, nos députés n'ont cessé d'encourager les cabinets successifs à persévérer dans l'élaboration de la communauté européenne. Ils ont même expressément repoussé par une majorité massive la solution de rechange dont on nous parle aujourd'hui.

Si vous refusez la C.E.D., vous acceptez implicitement de deux choses, l'une : ou bien de laisser croître, pratiquement sans limitation, une armée allemande autonome, ou bien de laisser l'Europe Occidentale découverte devant un ennemi virtuel installé à 150 kilomètres du Rhin. Le dilemme est inexorable et je vous le montrerai.

Je sais bien que d'excellents esprits se proposent d'élaborer, après le rejet du texte de la C.E.D., une version un peu différente qui leur agréerait mieux. Si par malheur la C.E.D. est rejetée, je serai le premier à les y aider, car il ne faut jamais faire la politique du pire. Mais dans l'intervalle, quelque chose d'essentiel aura été compromis. La foi qui lie aujourd'hui, particulièrement en Allemagne, beaucoup de jeunes hommes à l'Europe en formation serait ébranlée. On reviendrait aux marchandages, chaque Etat essayant simplement

d'expliciter la phraséologie nouvelle au mieux de ses intérêts particuliers. Nos juristes négligent ces impondérables. Ils ne voient pas que l'Allemagne est prête aujourd'hui à remplacer par un serment à l'Europe le serment fatal qui jadis la lia à Hitler. Ils veulent la rendre à ses tentations. Ils jouent avec le feu.

Si nous rejetons le Traité, si nous cherchons une solution de rechange, je crains aussi pour nous le ridicule. Le ridicule qui nous éclabousserait si, après avoir proposé une autre formule, nous finissions par la rejeter aussi. Dans le projet actuel, les dispositions supra-nationales déplaisent à nos nationalistes. Dans le projet futur, leur abolition déplairait aux socialistes, parce qu'après leur disparition, nous n'aurions plus, en fait, de contrôle sur l'Allemagne. Cela ne ferait toujours pas une majorité. Et les communistes votant contre une seconde fois, resteraient les arbitres de nos destinées.

Nous n'obtiendrons pas, en compensation, les bonnes grâces de l'U.R.S.S. Certains se réjouissent aujourd'hui d'une atmosphère de détente qu'ils croient constater. La Russie de 1954, disent-ils, n'est plus celle de 1950. S'il en est vraiment ainsi, la cause de ce changement est certaine : c'est le réarmement atlantique et la naissance de l'organisation européenne. La C.E.D. qu'on attique au nom de la paix a déjà, par son seul projet, contribué à la maintenir. C'est dans la mesure où les Russes ont cru à sa réalisation qu'ils ont tenu compte de notre point de vue. Parce que nos négociateurs disposaient de cet atout, ils ont pu accrocher la conversation sur l'Asie. Si nous y renonçons, nous n'obtiendrons plus rien. On ne se soucie plus d'un pays qui a renoncé à couvrir sa frontière. On lui reprend bientôt ce qu'on a paru un moment lui céder pour obtenir cet abandon. Les grandes puissances en expansion ont toujours été tentées par la faiblesse de leurs voisins. L'U.R.S.S. ne fait pas exception. Voulez-vous revenir aux jours de panique ? Alors repoussez la C.E.D.

N'espérez pas retrouver intactes dans l'avenir les bonnes volontés actuellement groupées pour la défense de l'Occident. En rejetant le Traité, vous renverseriez — immédiatement ou à terme — Dulles ou Adenauer. Croyez-vous que leurs successeurs seraient plus favorables à nos intérêts ? Je vous vois déjà courant après eux pour leur proposer les sacrifices que vous leur refusez aujourd'hui, comme vous avez cédé à Hitler ce que vous refusiez à la République de Weimar. Pendant que vous tergiversez, la roue de l'Histoire tourne. Le temps de la décision est venu. Si nous tardons encore, le débat sur la date deviendra aussi important que le débat sur le fond. C'est pourquoi je vous écris aujourd'hui.

Je vois autour de moi des députés nationaux élus contre le communisme qui s'apprêtent à voter avec les communistes dans le vote capital de la législature. Je vois un gouvernement qui a autant bataillé pour retarder la discussion sur la C.E.D. que pour la soutenir. Je vois 100.000 Français très intelligents dont chacun veut remanier à sa guise la construction européenne comme s'il était seul à en décider. Je vois aussi, parfois, des Européens fanatiques prêts à considérer comme ennemis ceux qui refusent d'avaler toute leur médecine (y compris l'élection de députés européens au suffrage universel par les favorites

de harem et les tribus de l'Afrique Noire). Revenons au bon sens, à l'actuel au réalisable. La C.E.D. n'est nullement liée à de telles fantaisies. C'est, tout simplement, la forme moderne de la Défense occidentale.

*
* *

Vous allez, si vous le voulez, vivre avec moi ces semaines dramatiques du début final. J'écrirai, à intervalles irréguliers, des lettres qui suivront son progrès, comme un journal tire des éditions spéciales dans une journée de fièvre. Je vous apporterai, sur les dessous de la controverse, des informations qu'aucun journal n'a publiées. Je ne m'arrêterai pas avant la décision.

Je compte sur votre concours. Pensez à ce que peut faire un seul homme, s'il est soutenu ! Malgré le talent de nos ministres et la prolifération de nos fonctionnaires, des sans-logis sont restés sans toit jusqu'à ce que l'Abbé Pierre les prenne en mains. Il est grand temps que d'autres citoyens s'occupent aussi par leurs propres moyens de ce qui est plus essentiel encore qu'un toit individuel : ce toit collectif tendu au-dessus de la nation et qui s'appelle la sécurité.

Je vous demande de signer et de me retourner la feuille ci-jointe. Toutes les signatures recueillies seront groupées au bas d'une adresse et envoyées aux députés dont dépend la ratification. Certains d'entre eux envisagent une abstention ou un vote hostile **parce qu'ils croient ainsi représenter vos sentiments.** Détrompez-les. Ne leur laissez aucune illusion sur le sort qui les attend aux élections prochaines si, dans le débat de la ratification, ils se mêlent au troupeau qui suivra la consigne de Molotov. Ecrivez vous-même à ceux qui vous représentent, ou que vous connaissez.

Demandez à vos amis de vous imiter. Répandez la présente lettre pour trouver des adhésions nouvelles. Faites ce que les communistes font et ce que leurs adversaires, le plus souvent, négligent de faire. La décision est entre vos mains.

A bientôt.

Alfred FABRE-LUCE.

Le gérant : Maurice BARDECHE.

Société d'Exploitation de l'Imprimerie DAVY,
53, rue de la Procession, Paris (15e).

Dépôt légal : 2e trimestre 1954.

à l'actu
C'est, tou

iques du
son pro-
de fièvre,
ns qu'au-

un seul
olifération
ce que
citoyens
el encore
n et qui

e. Toutes
yées aux
abstan-
ntiments.
end aux
au trou-
qui vous

tre pour
ce que
ntre vos

E.

L'

1